



SOURCES

U N E S C O

N° 80 - JUIN 1996

**AU-DELÀ DES VIEILLES PIERRES
UN PATRIMOINE
VIVANT**



LES CHAÎNES DE LA DÉPENDANCE

Alphonsou A. Yarjah
Bibliothécaire
Saint-Petersbourg (Russie)

☒ ☒ ☒ Le dossier du n° 75 mérite de figurer en bonne place dans vos archives compte tenu de sa description détaillée et graphique des avantages et inconvénients que présentent les inforoutes pour la société ainsi que des suggestions sur la façon de maîtriser la polarisation du futur village planétaire.

Ceci étant, c'est l'article de Momar Aly Ndiaye intitulé «Y être, à tout prix» qui a le plus attiré mon attention. Bien qu'il contienne d'utiles suggestions, il appelle quelques commentaires. Son argumentation selon laquelle «la volonté politique d'investir... commence à prendre forme» est au mieux hypocrite, au pire trompeuse. Si quelques projets méritent d'être cités, des exemples aussi isolés ne suffisent pas pour en conclure que nombre de pays africains sont sans conteste prêts pour un changement significatif dans le continent.

Ce n'est un secret pour personne que la plupart des dirigeants africains sont ceux qui ont pris le pouvoir par la force militaire ou ceux qui, une fois leur utilité révolue, ont refusé de passer la main. Ainsi, ils entravent le transfert des principes démocratiques vers l'Afrique, ce qui permet de dire que, pour ce qui est du développement, l'Afrique est à la traîne des pays d'Amérique latine et d'Asie. Il n'y a pas si longtemps, ces derniers étaient dans le même bateau du sous-développement.

Les nouvelles technologies rendent la diffusion de l'information quasiment incontrôlable même dans le monde en développement, et à un rythme insupportable pour la plupart des dirigeants africains. D'où la nécessité pour eux d'endiguer la vague de critiques en muselant ceux qui sont en faveur du transfert de

ces technologies et d'adopter une politique de non-accès à l'information de leurs concitoyens pour éviter que ces derniers ne remettent leur pouvoir en question.

Par ailleurs, je me demande si ce sont «des fonds considérables» qu'il faut mobiliser pour que l'Afrique se construise technologiquement et si nous ne sommes pas en train d'ignorer ce que l'histoire aurait dû nous apprendre. Si c'est effectivement une erreur de dire que tous les politiciens sont corrompus, les adeptes de l'investissement en Afrique seront sûrement d'accord avec moi pour dire que plus de la moitié des prêts accordés par des donateurs ou organismes de crédits n'ont jamais atteint le sol africain. Si nous voulons combler le fossé grandissant entre le Nord et le Sud, les Africains, dont je m'efforce de défendre la cause, doivent redoubler d'effort pour résoudre leurs problèmes plutôt que de compter sur l'aide étrangère pour les renflouer. Sinon, l'Afrique restera le parent pauvre du monde développé.

N'oublions pas que l'aide est toujours lente à venir quand l'Afrique en a le plus besoin: alors que les Rwandais étaient abandonnés à leur triste sort, l'ensemble de la Communauté européenne et l'Amérique étaient occupés à réduire le bain de sang en ex-Yougoslavie, sans parler des milliards de dollars versés au profit de l'économie des anciens pays du Pacte de Varsovie, eux-mêmes en proie à la guerre civile... On peut ainsi penser que l'Afrique n'aura jamais droit à la protection à laquelle ont droit les anciens ennemis du temps de la guerre froide.

Ceci étant, les donateurs et les organismes de crédits devraient cesser de distribuer de l'argent directement aux gouvernements africains. Il est temps que le Nord fasse appel à des sociétés autochtones pour mener à bien des programmes de développement, à condition que leurs objectifs soient clairs, qu'elles acceptent d'être contrôlées, que leurs comptes bancaires se situent dans le pays d'investissement, etc.

Pour qu'un programme marche en Afrique, les politologues devraient trouver une réponse à l'éternelle question: pourquoi, quand et comment l'Afrique a-t-elle été assaillies par tant de problèmes inextricables? et non qui est responsable du fait qu'elle en est réduite à être le cadet des soucis de la communauté internationale. Il faut que l'Afrique apprenne à rompre les chaînes de la dépendance. Comme l'a dit Dostoïevski, «L'homme tient le remède dans ses mains...»



Alphonsou A. Yarjah affirme d'abord que le sous-développement de l'Afrique découle de la dictature qu'y exerce ses dirigeants. Ce postulat est plus que discutable puisque des pays hors d'Afrique connaissent des taux de croissance exceptionnels tout en subissant des régimes autoritaires.

Mais surtout, l'Afrique vit un processus accéléré de démocratisation, qui s'accompagne, entre autres, de la floraison de titres et de radios indépendants dont Sources rend régulièrement compte (NDLR).

À partir de ce numéro,
Sources UNESCO
est accessible sur

Internet

dans la rubrique:
publications
à notre adresse:

<http://www.unesco.org>

À DOUBLE SENS

Les passions s'étaient déchainées avant les conférences mondiales des Nations Unies consacrées aux femmes, aux droits de l'homme ou à la population: on touchait alors à des tabous religieux ou culturels, voire politiques. Rien de tel à l'ouverture du sommet d'Istanbul sur les villes. Calme plat dans les médias. Pas ou peu de polémiques en vue. Symptôme d'une lassitude certaine vis-à-vis de ces «grands-messes» dont les effets immédiats ne sont pas toujours palpables, ou aveu implicite d'impuissance parce que l'explosion urbaine rendrait illusoire toute tentative de maîtriser le devenir des grandes villes? Dans moins de dix ans et pour la première fois, leur population dépassera celle des campagnes. Pendant les 20 années suivantes, le nombre de citadins doublera. Explosion urbaine donc, mais surtout dans le tiers monde: en 2015, il devrait abriter 27 des 33 «mégapoles» de plus de huit millions d'habitants; Bombay, Djakarta, Karachi, Lagos, São Paulo et Shanghai dépasseraient les 20 millions. L'objectif ne peut donc être de contrecarrer l'explosion urbaine mais de l'endiguer pour que demain la ville ne sombre pas sous l'effet de toutes les exclusions, nuisances et impotences qui la minent déjà. Comment? Les outils sont pourtant là et bien là, mais le plus souvent sur le papier: il manque la tête et les mains. Les travaux préparatoires à Istanbul esquissent une solution. On y revient au fameux «small is beautiful» en prônant la primauté du local, qu'il s'agisse des techniques ou des acteurs. Rien ne pourra se faire sans eux, et dans la ville plus que partout ailleurs, rien n'aboutit sans au moins l'adhésion et au mieux l'engagement des habitants. Mais se défausser insidieusement avec en arrière-pensée le dogme du moins d'État ou le respect des sacro-saintes lois du marché, n'aboutirait qu'à rendre marginale leur action, aussi bénéfique soit-elle. Une politique de la ville est un tout. Elle réussit si elle est conçue et appliquée de la base au sommet et fonctionne donc à double sens.

René LEFORT

SOMMAIRE

PAGE ET IMAGES 4

FAITS ET GESTES 5

PLEIN CADRE

Pages 6 à 16

AU-DELÀ DES VIEILLES PIERRES:

UN PATRIMOINE VIVANT



Un nouveau concept: le paysage culturel.

PLANÈTE:

Éducation

• L'ÉCOLE À HUE ET À DIA 18

Médias

• UNE LIBERTÉ FRAGILE...
OU FACTICE 20

Cinéma

• À BOUT DE SOUFFLE 22

Sciences

• CERVEAUX EN RÉSEAU 23

À SUIVRE 24



La pratique d'un «nouvel humanisme».



1995: 49 journalistes tués en exerçant leur métier.

Couverture: © MAGNUM/
Steve Mac Curry

Rédaction et diffusion: SOURCES UNESCO, 7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Tél. (1) 45 68 16 73. Fax: (1) 40 65 00 29.

Ce mensuel, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'UNESCO.
ISSN 1014 5494

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction. L'envoi à la rédaction d'une copie de l'article reproduit serait apprécié. Les photos sans le signe © sont disponibles gratuitement pour les médias sur simple demande adressée à la rédaction.



LIVRES

MAINS DE FEMMES

Elles s'appellent Nalda, Aminata, Gabriela, Ramrati ou Mel. Elles sont australienne, malienne, colombienne, indienne ou irlandaise. Des continents, des océans les séparent mais leurs vies se ressemblent: femmes artisanes, elles luttent obstinément pour convaincre qu'elles existent et participent au monde d'aujourd'hui, et pour «maintenir dans le temps leur culture et leur identité».



Dix témoignages de ces femmes qui allient techniques traditionnelles et créations, recueillis par des écrivains et journalistes de leurs pays, nous révèlent leur démarche, leurs difficultés, leurs espoirs. Qu'elles soient «sculpteuses de fibres», souffleuses de verre, vannières, tisserandes, potières ou teinturières, qu'elles travaillent seules ou en association, toutes savent «trouver les voies, inventer les méthodes pour apprivoiser la nature et le monde, si hostile soit-il», pour maintenir «une ligne de continuité dans la vie en reliant le passé à l'avenir, le quotidien au rêve, l'ordinaire au sublime, l'utile à l'art», comme le souligne dans son introduction la spécialiste française Jocelyne Étienne-Nugue.

• *Mains de femmes*, sous la direction de Jocelyne Étienne-Nugue. Collection Femmes Plus, Éditions UNESCO, 1995. Prix: 130 FF.

COURS D'EAU D'AFRIQUE

Si la quantité totale d'eau présente sur Terre est supposée



à peu près constante, l'accroissement de la population joint à l'extension de la culture irriguée et au développement industriel influencent fortement la quantité d'eau disponible et sa qualité. D'où la nécessité d'une politique cohérente de gestion rationnelle des ressources en eau. Pour y contribuer, l'UNESCO publie une série de documents techniques sur le cycle de l'eau, ses variations et ses disponibilités. Cet ouvrage bilingue anglais-français présente les données disponibles sur le débit de 279 cours d'eau de 38 pays d'Afrique.

• *Débit de certains cours d'eau d'Afrique. Études et rapports d'hydrologie*, 52. Éditions UNESCO, 1995. Prix: 180 FF.

ŒUVRES REPRÉSENTATIVES

ADRIANA BUENOS AIRES

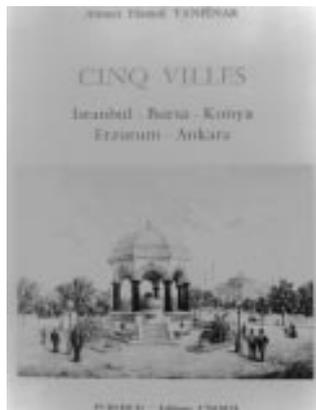
«Ce roman est plus qu'un pavé: il est même docte», ironise l'auteur, Macedonio Fernandez, dans les commentaires qu'il aime à faire à l'intention du lecteur. Car cet écrivain argentin que Jorge Luis Borges considérait comme son maître prend plaisir à cultiver le paradoxe et la provocation: d'emblée il avertit le lecteur qu'il s'agit du «dernier roman appartenant au genre du mauvais roman» et que «pour un auteur à qui il est si facile de rendre un roman génial, ce fut là une véritable prouesse de discipline». Accumulant avec humour clichés et maximes, le narrateur, quadragénaire, raconte l'histoire de son amour

impossible pour une jeune fille pauvre, elle-même amoureuse d'un jeune homme riche... À la fois protagoniste et spectateur, il nous mène sur son «chemin de la désillusion» en prenant à témoin philosophes et poètes.

• *Adriana Buenos Aires*, par Macedonio Fernandez. Traduction de Marianne Millon. Collection UNESCO d'œuvres représentatives. José Corti/Éditions UNESCO, 1995. Prix: 130 FF.

CINQ VILLES

Istanbul qui «s'épanouit dans notre imagination comme une rose s'ouvrant feuille à feuille»; Bursa dont «l'histoire ressemble fort à une légende»; Konya, «fille de la steppe»; Erzurum qui «contemple l'histoire et la géographie du haut de ses 1.945 mètres»; Ankara, «épique et guerrière»: Dans une œuvre publiée en 1946 mais qui n'avait jusqu'ici pas été traduite, le poète et romancier turc Ahmet Hamdi Tanpınar dresse un tableau historique, architectural, musical et littéraire du destin de ces cinq villes turques. Mêlant souvenirs personnels teintés de nostalgie et connaissances érudites, «les yeux fixés sur le passé», il remue «les sédiments déposés par dix siècles d'histoire» pour restituer le passage du monde ottoman à la Turquie contemporaine.



Cinq villes, Istanbul-Bursa-Konya-Erzurum-Ankara, par Ahmet Hamdi Tanpınar. Traduction de Paul Dumont, René Giraud et Vedat Z. Ors. Collection UNESCO d'œuvres représentatives. PUBLISUD/Éditions UNESCO, 1995. Prix: 198 FF.

PÉRIODIQUES

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES

En cette Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, le n° 148 est consacré à «La pauvreté» et son corollaire, l'exclusion sociale, qui préoccupe toutes les régions du monde, y compris les pays industrialisés. Y sont abordés les «critères objectifs» de la pauvreté, ses manifestations en Europe occidentale, en Amérique latine et en Asie et les mesures prises dans différents pays, d'Asie notamment, pour «donner aux voix multiples des pauvres une chance de se faire entendre».

LE COURRIER DE L'UNESCO

De tout temps, les sociétés ont été confrontées à ce fléau qu'est la corruption. Sous le titre *La corruption, une fausse fatalité*, le numéro de juin tente d'en chercher les racines, d'analyser ses motivations et les formes qu'elle a revêtues selon les lieux et les moments, et plus particulièrement les nouveaux phénomènes de corruption liés à la mondialisation de l'économie ou à la constitution de mafias transnationales. Mais surtout, ce numéro s'interroge sur les dangers qu'elle fait courir à la démocratie et recense les moyens de lutter efficacement contre ce «virus du pouvoir» qui peut mettre en péril les équilibres économiques et les libertés politiques.

Les publications et périodiques de l'Organisation sont en vente à la Librairie de l'UNESCO, ainsi que dans les librairies spécialisées de plus de 130 pays. Dans chaque État membre, les livres et périodiques peuvent être consultés dans une bibliothèque dépositaire. Informations: Éditions UNESCO, 7 Place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP. Tel: (33 1) 45 68 49 73; Fax (33 1) 42 73 30 07. Internet: <http://www.unesco.org>. En France sur Minitel: 3615 UNESCO.

J. CLOTTE: DE SHAKESPEARE À CRO-MAGNON

Jean Clottes est convaincu qu'il vivra centenaire. *«J'ai déjà prévenu mes enfants et mes sept petits-enfants. Vous savez, la pré-histoire, ça conserve: j'apprends constamment et je me maintiens en forme physique.»* Le bel optimisme de ce préhistorien français de 63 ans se nourrit sans doute aussi de la chance qu'il a eue - ou qu'il a su forcer? - tout au long de sa vie.

Pourtant, à 20 ans, il manque de passer à côté de sa vocation. Initié dès l'enfance aux mystères des grottes par un père passionné de spéléologie qui le *«faisait ramper dans les trous où les adultes ne passaient pas»*, il ne fait d'abord de cette activité qu'un hobby. Et se lance dans des études d'anglais. Mais l'expérience des cavernes ne tarde pas à le rattraper. *«Un jour, mon père avait*



Photo © tous droits réservés

trouvé une grotte sépulcrale avec des restes de squelettes humains. C'est le genre de choses qui frappent l'imagination d'un gosse.» Devenu professeur d'anglais au lycée de Foix, dans sa région d'origine, il se réinscrit à l'université pour suivre des cours d'archéologie préhistorique.

Après une thèse sur les dolmens du Lot - 12 ans de travail et sans doute quelques scènes de ménage tant ses recherches l'accaparent -, il postule, sans grand

espoir, au poste de directeur des antiquités préhistoriques pour la région Midi-Pyrénées... et l'obtient. Il lui faut attendre quatre ans - une bagatelle pour l'administration française - avant d'être détaché au ministère de la culture. *«Ce fut pour moi un aboutissement extraordinaire. Vous vous rendez compte, pendant 15 ans, j'avais été professeur d'anglais.»*

Sa nouvelle carrière commence au bon moment: plusieurs grandes découvertes l'amènent à se spécialiser dans l'art rupestre, dont il devient un expert reconnu. Une autre bonne *«surprise»* le cueille en 1991 lorsqu'il est élu président du Comité international d'art rupestre du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS). Il est consulté chaque fois qu'un pays propose d'inscrire un site préhistorique sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. En décembre 1994, c'est lui qui est chargé par l'Organisation de se prononcer sur l'épineux dossier du site de Foz Côa, au Portugal (voir *Sources* n° 68). C'est aussi sur la base de son rapport que la dernière Conférence générale de l'UNESCO a décidé d'accorder une attention prioritaire à la protection de l'art rupestre mondial. *«Le gigantesque musée qui existe dans la nature est exposé à des dégradations énormes. Il faut le protéger, l'enregistrer et l'étudier car il disparaîtra dans les siècles à venir. D'ailleurs, d'un point de vue archéologique, tout finit par disparaître. Que restera-t-il de notre civilisation dans 10.000 ans?»* Peut-être quelques os d'un préhistorien centenaire dans une caverne de la région de Foix...

Sophie BOUKHARI

J. BALHI: LA FOI DANS LA FOULÉE

La vie de Jamel Balhi commence le jour où il a décidé de courir le monde. *«J'aime lire, écrire, faire de la photo, courir, rencontrer des gens, me sentir libre. J'ai tout lié dans une seule activité: le voyage»*; le genre de voyage que les tour-opérateurs n'imaginent que dans leurs pires cauchemars: entièrement en petites foulées, par étapes de 60 à 80 km. *«Je pénètre ainsi au cœur des pays, ce qu'aucune agence de voyage ne pourrait m'apporter.»*

Tout a commencé il y a dix ans, *«le jour où j'ai décidé d'aller boire une tasse de thé chez un copain chinois. Je l'avais rencontré par hasard sur un trottoir de Munich en attendant un taxi.»* À 23 ans, il interrompt ses études de kinésithérapie. *«J'ai d'abord pensé partir tout de suite mais en me levant le lendemain, je me suis dit qu'il valait mieux organiser ce voyage. Il m'a fallu un an; j'ai énormément lu, pris des cours de chinois.»* Pourquoi la Chine? *«Ce n'était pas tellement la Chine qui m'attirait, encore moins la tasse de thé - je préfère le café - mais la route»*: 27.000 km, en deux ans et demi de voyage.

Depuis son retour en 1990, Jamel a récidivé: le Cap Nord en Norvège, les routes de la soie, l'Australie, l'Écosse... Lui qui se dit *«free lance en religion»* - *«je prends un peu dans chaque pour me fabriquer la mienne»* - s'est lancé le 15 mai sur les routes de la foi, pour un périple d'un an, de Lourdes à Lhassa, en passant par Rome, Jérusalem, La Mecque et Bénarès. *«L'idée m'est venue à force d'être hébergé chez des gens de religions différentes mais qui m'accueillaient tous aussi bien.»* Ce qui lui fait croire à l'existence d'une sorte

de *«conscience universelle»*, au-delà des particularismes.

Une conviction partagée par l'UNESCO, qui lui a confié plusieurs *«petits mandats»*. Photographe professionnel, Jamel comblera des lacunes iconographiques sur les *«Routes de la soie,*

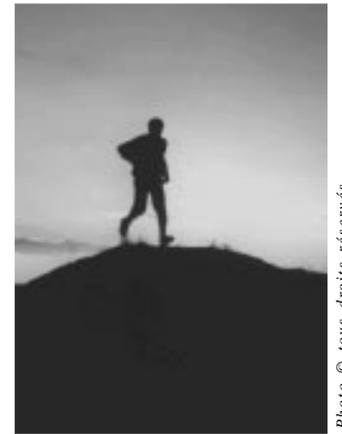


Photo © tous droits réservés

routes du dialogue» qui croisent parfois celles de la foi. Il jouera d'autre part le rôle de *«pont»* avec les Écoles associées difficiles d'accès qui se trouvent sur son chemin et les clubs de sport affiliés au Fonds international pour le développement de l'éducation physique et du sport. *«À mon retour, je signalerai ceux qui se trouvent le plus en difficulté.»*

D'un naturel prolixe, Jamel se referme comme une huître quand on lui parle de son enfance, ses parents, ses origines. *«No comment»*, lâche-t-il, avant de s'emporter: *«Je suis né un jour d'avril 1963 et depuis j'ai traversé 75 pays en courant et serré la main de milliers de personnes. Je ne vais pas me laisser cataloguer. J'entreprends justement ces voyages pour faire tomber les frontières qui font qu'il y a des guerres.»*

S.B.

● *«Je nourris l'espoir que ce SQUARE DE LA TOLÉRANCE soit un symbole pour que tous se souviennent de ce que l'intolérance peut engendrer»*, a déclaré Leah Rabin le 1er mai, lors de l'inauguration de ce jardin

créé à l'UNESCO en hommage à Yitzhak Rabin, son époux. Devant cet ouvrage conçu par l'Israélien Dani Karavan et qui rappelle *«le chemin de la paix, avec ses clairières de joie et ses détours de malheur»*, le

Directeur général, Federico Mayor, a souligné que *«la tolérance n'est pas docilité, ni concession, ni indulgence, mais l'ouverture à l'autre qui permet de tisser des liens de respect et d'acceptation de la différence»*.

Le Premier ministre israélien, Shimon Pérès, a salué le courage de Yitzhak Rabin *«qui a permis de combler le gouffre de la haine... afin de semer les fleurs de l'espoir sur le terrain des batailles saturées de sang»*.

La Médina de Fès (Maroc) - centre historique par excellence, est
inscrite sur la Liste du Patrimoine mondial depuis 1981 (Photo
© Patrimoine 2 001/ Fondation La Caixa, Éric Bonnier).



AU-DELÀ DES VIEILLES PIERRES UN PATRIMOINE VIVANT

Émanciper la notion de «patrimoine» de ses origines trop occidentales et de son approche schématique pour qu'elle puisse recueillir une adhésion universelle: telle est la philosophie de la nouvelle «stratégie globale» qui préside à l'élargissement de la Liste du patrimoine mondial (voir ci-dessous).

Défendue par le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO et le Nigérien Lambert Messan (p. 10), elle rompt avec une conception essentiellement «monumentale» née en Europe (p. 8). Elle embrasse ainsi des sites complexes qui, comme à Abomey (p. 15), traduisent dans l'espace l'organisation sociale, les croyances ou les savoir-faire de cultures vivantes. Du même coup, elle remet en question la distinction artificielle entre patrimoine culturel et naturel, en forgeant la nouvelle catégorie des «paysages culturels» (pp. 9 et 12-13). Ces évolutions s'accompagnent d'une vision plus dynamique des activités de conservation, fondée sur une plus grande implication d'acteurs locaux, comme en France à Vézelay (p. 16), et l'émergence de nouveaux partenariats (p. 11), comme en Lituanie à Vilnius (p.14).

On dit que c'est le plus bel âge. Ou le pire. Vingt ans, c'est en tout cas l'occasion de tenter un premier bilan. La Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel n'a pas échappé à la règle. Quatre ans après le lancement du processus de réflexion qui a ébranlé certains de ses fondements originaux, ce texte, à ce jour ratifié par 146 États, semble avoir trouvé un nouveau souffle, animé par une conception plus équilibrée de la notion de patrimoine.

Adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO alors que la décolonisation, quasi achevée, ouvrait la voie à la reconnaissance de la diversité culturelle de la planète, elle n'en fut pas moins l'aboutissement de courants de pensée développés au début du siècle, quand le concert des nations, dominé par les puissances européennes, laissait peu de chances aux autres voix de se faire entendre. C'est là tout le paradoxe de cette convention et des «orientations» qui guident sa mise en œuvre, et notamment l'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial.

À l'heure des comptes, sonnée en 1992, ce texte est ainsi clairement apparu comme privilégiant une vision «monumentale» du patrimoine, conforme aux valeurs et aux canons de l'esthétique occidentales. La lecture statistique de la Liste faisait d'ailleurs apparaître d'importants déséquilibres, portant aussi bien sur la répartition géographique que

sur les catégories de biens inscrits: la sur-représentation des biens culturels européens et nord-américains (plus de la moitié du total); la prédominance des villes historiques et des édifices religieux; la prépondérance de la chrétienté (72% des sites religieux inscrits) et des civilisations disparues, au détriment des cultures vivantes. Cette analyse a également mis en lumière le déséquilibre entre biens culturels (78%) et naturels (22%) et la nécessité de décloisonner ces deux catégories.

DÉPHASAGE

Elle a abouti, en 1994, à la révision des critères d'inscription dans le cadre d'une nouvelle «stratégie globale». Née du constat que la Liste du patrimoine mondial, en déphasage par rapport aux progrès effectués depuis vingt ans dans le domaine des sciences humaines, risquait de perdre toute crédibilité en privilégiant les grands monuments de quelques bassins culturels isolés, cette nouvelle approche s'articule autour de trois grands axes: tout d'abord, l'effacement progressif de la notion de chef-d'œuvre artistique, héritière de la logique des sept merveilles du monde. Bien sûr, il ne s'agit pas de «dématérialiser» totalement la notion de patrimoine - le Mont-Saint-Michel ou le Taj Mahal auront toujours leur place sur la Liste - mais plutôt de l'humaniser pour l'universaliser. En second lieu, la nouvelle vision est donc plus nettement

historique et anthropologique: elle s'attache davantage au sens des biens - leurs fonctions sociale, culturelle et spirituelle - qu'à leur forme. En Afrique, en Océanie ou dans les Caraïbes en particulier, ce qui se transmet de génération en génération est bien plus un ensemble de règles d'organisation de l'espace qu'un patrimoine bâti. Les réflexions développées par le Centre du patrimoine mondial sur les paysages culturels, les lieux sacrés ou les itinéraires d'échanges ont ainsi permis la reconnaissance des spécificités patrimoniales de régions entières, jusqu'ici marginalisées. Elles ont du même coup entraîné un troisième ajustement: le rapprochement entre patrimoine culturel et naturel. Depuis quelques années, la Liste s'est enrichie de plusieurs éléments culturels «non bâtis». C'est le cas de l'Uluru-Kata Tjuta National Park (Australie) - auquel les Aborigènes confèrent un fort pouvoir spirituel et dont ils ont façonné le paysage -, dont la composante culturelle a été reconnue en 1994, des volcans sacrés maoris de Nouvelle-Zélande ou des rizières en terrasses des Philippines. Avec leurs dimensions à la fois physique et immatérielle, naturelle et culturelle, ces sites complexes constituent autant de témoignages de civilisations anciennes, souvent encore vivantes et presque toujours menacées.

Sophie BOUKHARI

DU SACRÉ À L'UNIVERSEL

Longtemps conçu pour protéger un héritage particulier - celui de l'Église puis des États européens -, le concept de patrimoine englobe enfin les significations diverses qu'il a dans le monde.

Personne ne peut nier que la destruction gratuite de temples, statues et autres objets sacrés soit de la folie pure», s'insurgeait l'historien grec Polybe au II^e siècle av. J.C. N'exprimait-il pas la même idée que celle qui sous-tend aujourd'hui la protection du «patrimoine culturel»?

On trouve, à travers les âges, des preuves du désir de protéger les lieux et objets sacrés, ces biens qui identifient un peuple ou une culture et les rattachent à un lieu ou un mode de vie particuliers. En Europe, jusqu'à la Renaissance, l'Église était le principal défenseur du sacré. En 1425, le pape Martin V ordonna la démolition des bâtiments nouveaux susceptibles de nuire aux anciens édifices de Rome. En 1462, Pie II publia la bulle *Cum alman nostram vitem* pour protéger les antiques monuments de la ville. En 1534, Paul III créa une commission des antiquités jouissant de larges pouvoirs pour les protéger.

SANS PITIÉ

Ces mesures concernaient essentiellement les édifices religieux mais non les sites et objets sacrés des autres cultes: en Angleterre, la Réforme a transformé en carrières les magnifiques monastères et abbayes des ordres catholiques romains interdits; les Espagnols ont pillé et détruit sans pitié les trésors des Amériques où ils ont tout simplement fondu les objets d'or et d'argent.

Un changement significatif eut lieu en 1666: le roi de Suède déclara propriétés de la couronne tous les vestiges de l'Antiquité, y compris les sites archéologiques. «Pour la première fois, l'importance intrinsèque des vestiges du passé était reconnue dans un code juridique national», écrit l'archéologue britannique Henry Cleere dans *La gestion du patrimoine archéologique dans le monde moderne*.

À l'époque, les juristes européens suggèrent que cette protection s'étende aux œuvres d'art. Dans son commentaire sur la Convention de La Haye sur «la protection des biens culturels en cas de conflits armés», Jiri Toman cite le juriste polonais Jacques Przymuski qui, en 1553, considérait que «tous les belligérants devraient respecter les œuvres d'art, mais pas seulement à cause de leur caractère religieux». Le juriste suisse Emer de Vattel écrivit au

début du XVIII^e siècle: «Priver les gens de ce qui réjouit le cœur, leurs monuments et leurs arts... est l'acte d'un ennemi du genre humain».

D'après Cleere, le renouveau de l'intérêt pour les études historiques à cette époque et l'émergence d'une conception



LE MONT-SAINT-MICHEL, EN FRANCE, ARCHÉTYPE DE LA VISION CLASSIQUE DU PATRIMOINE (Photo UNESCO/D. Roger).

linéaire de l'histoire dans laquelle les sociétés étaient aussi perçues à travers leurs liens culturels avec leur lointain passé ont aussi servi à renforcer l'idée d'un patrimoine culturel ou national. «Les vestiges des périodes antérieures furent considérés comme des documents importants qui attestaient de cette continuité et, en tant que tels, ils devinrent dignes que l'on en prenne soin et qu'on les préserve.»

Après la Paix de Westphalie, en 1648, les traités ont commencé à inclure régulièrement des clauses stipulant la restitution des archives et des œuvres d'art saisies lors des conflits. Toman écrit qu'en 1815, les Alliés ont exigé la restitution des œuvres emmenées en France par Napoléon, au motif que ce vol était «contraire à tous les principes de justice et à toutes les pratiques de la guerre moderne». À la fin du XIX^e siècle en Europe, la plupart

des monuments étaient protégés par la loi et un effort concerté mené pour parvenir à un accord sur la protection du patrimoine culturel en temps de guerre.

Jusqu'à-là, le patrimoine culturel était essentiellement l'affaire de l'État. Le changement commença à s'opérer avec l'établissement de la Société des Nations (SDN), après la Première Guerre mondiale. Elle postulait qu'une paix durable reposait sur l'universalisme et la coopération intellectuelle, fondés sur la reconnaissance de cultures différentes. Le patrimoine culturel était l'un des principaux outils pour atteindre cet idéal. Monuments exceptionnels, découvertes archéologiques et œuvres d'art représentaient le patrimoine de l'humanité tout entière. Ils témoignaient du génie d'un peuple en particulier, mais aussi de celui de tous les êtres humains.

Cette idée a étayé la pensée de l'UNESCO lorsqu'elle a repris à son compte les activités de la SDN, après la Seconde Guerre mondiale. Mais définir avec exactitude ce qui constituait un patrimoine de «valeur universelle exceptionnelle» s'est avéré extrêmement difficile. La vision qui prévalait alors était clairement eurocentriste et «monumentale». Les cultures dont les constructions n'étaient pas en pierre ou celles qui ne laissaient pas d'édifices imposants ont eu des difficultés à faire reconnaître leur «patrimoine».

LA PLUS «POPULAIRE»

À Stockholm, en 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain marqua un tournant important. Pour la première fois, les débats sur la conservation commencèrent à inclure l'environnement. Si elles n'étaient pas considérées comme interactives, culture et nature étaient, au moins, liées. La même année, la Conférence générale de l'UNESCO adoptait la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Avec 146 États signataires à ce jour, c'est la convention la plus «populaire» de l'Organisation. Alors que le siècle touche à sa fin, elle élargit sa vision et s'efforce de dépasser les catégories limitées de nature et de culture pour remplir vraiment sa mission de protection du patrimoine mondial.

Sue WILLIAMS

VOUS AVEZ DIT NATUREL ?

Que signifie la distinction entre sites culturels et naturels alors que même les forêts «vierges» sont marquées par l'empreinte de l'homme? Le concept de paysage culturel rompt avec cette classification.

Le Parc national d'Uluru-Kata Tjuta, dans le désert occidental d'Australie centrale, figure parmi les sites les plus célèbres du continent. Ses caractéristiques géologiques et ses reliefs, dont l'immense monolithe en grès d'Uluru et les dômes rocheux de Kata Tjuta, n'ont pas d'équivalent au monde. Il abrite des espèces animales et végétales rares et très utiles à la science.

Mais Uluru est aussi un lieu sacré pour la communauté aborigène Anangu. D'après Sarah Titchen, archéologue et spécialiste de la conservation du patrimoine, «nombre de ses formations rocheuses étonnantes représentent les corps métamorphosés ou les attributs des héros fondateurs de la religion Anangu. La conservation et la gestion du parc prennent en compte la loi et la tradition Anangu, le Tjukurpa (temps du rêve, temps de la loi ou temps de l'épopée): elles fixent, par exemple, la répartition équilibrée des groupes humains afin d'éviter la surexploitation de tel ou tel aliment naturel». Ainsi, Uluru est-il un site «culturel» ou «naturel»? Une combinaison des deux, bien sûr, les aspects culturel et naturel y étant inextricablement liés.

INTERACTIONS

Les lacunes qui engendrent les définitions cloisonnées de «culture» et de «nature» apparaissent de plus en plus clairement, à mesure que les connaissances s'affinent sur les modes d'interaction entre l'homme et son environnement et que les différences et valeurs culturelles sont reconnues à leur juste valeur.

Il est admis aujourd'hui, par exemple, que les peuples aborigènes et les insulaires du détroit de Torres ont joué un rôle important dans l'édification du continent australien, ou que les peuples indigènes ont, à des degrés divers, exploité les forêts dites «vierges» à travers le monde. Dans ce cas, s'interroge Peter Bridgewater, directeur exécutif de l'Agence australienne pour la conservation de la nature, «que devient ce 'naturel'» exigé des sites exceptionnels du même nom pour qu'ils soient inscrits sur la Liste du patrimoine mondial?

«Tout est culture», affirme Bernd von Droste, directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO. Tout dépend des

êtres humains ou est influencé par eux.» Afin d'englober cette nouvelle vision du monde, plus anthropologique, et faire évoluer la Liste du patrimoine mondial d'un simple catalogue de monuments vers un

d'une «exigence à l'origine sociale, économique, administrative ou religieuse», comme les «paysages fossiles» (Stonehenge et Avebury, Royaume-Uni, également inscrits comme sites culturels) ou



LE MONT HUANGSHAN, EN CHINE, INSCRIT SUR LA LISTE EN 1990, AU TITRE DE CRITÈRES TANT NATURELS QUE CULTURELS (Photo UNESCO/M. Rossler).

panorama des cultures si diverses que l'humanité a généré, le Comité du patrimoine mondial a adopté en 1992 la catégorie des «paysages culturels».

«Ce sont des lieux qui ont été créés, modelés et préservés par les liens et les interactions entre l'homme et son environnement», explique Sarah Titchen qui a travaillé à clarifier ce concept avec Mechtild Rossler, du Centre du patrimoine mondial. «Le succès de leur conservation dépend du maintien de ces liens.» La Liste comporte aujourd'hui quatre «paysages culturels»: le Parc national d'Uluru-Kata Tjuta, celui de Tongariro en Nouvelle-Zélande, inscrits précédemment comme sites naturels, les rizières en terrasses des cordillères des Philippines et la ville de Sintra au Portugal (voir pp. 12-13).

Tout en maintenant le critère essentiel de «valeur universelle exceptionnelle» pour prétendre à l'inscription sur la Liste, le Comité a défini trois catégories de paysages culturels: ceux «clairement définis, conçus et créés intentionnellement par l'homme, ce qui comprend les jardins ou parcs créés pour des raisons esthétiques» et souvent «associés à des constructions ou ensembles religieux» (Versailles, France, et Potsdam, Allemagne, inscrits à l'origine comme sites culturels); «le paysage essentiellement évolutif», résultant

ceux qui conservent «un rôle social actif dans la société contemporaine, étroitement associés au mode de vie traditionnel» (les rizières en terrasses des cordillères des Philippines); enfin, le paysage culturel marqué par «la force d'association des phénomènes religieux, artistiques ou culturels de l'élément naturel, plutôt que par des traces culturelles tangibles (Uluru-Kata Tjuta, Australie, et Tongariro, Nouvelle-Zélande)».

«Ces nouvelles catégories garantissent une approche plus globale de la sauvegarde du patrimoine et évitent de privilégier un ensemble de valeurs par rapport à un autre», estime Sarah Titchen. Et surtout, elles accueillent les traditions passées et vivantes des peuples indigènes.»

L'utilisation d'un concept «intermédiaire», comme le décrit l'anthropologue Howard Morphy, «sans idées arrêtées, dont le sens reste insaisissable, mais dont la portée peut tout englober», donne aussi à la Liste du patrimoine mondial une nouvelle souplesse pour refléter la pensée et les perceptions humaines, et évoluer au fil des futures découvertes de l'archéologie et de la science. Ce qui lui confèrera une dynamique et une approche réellement universelle du patrimoine et de sa conservation.

Sue WILLIAMS

«MONSIEUR PATRIMOINE AFRICAIN»

Le diplomate nigérien Lambert Messan se bat pour que le patrimoine ne se limite pas aux monuments figés et aux parcs fermés: en Afrique, nature, culture et vie quotidienne sont indissociables.

Si il fallait dresser une Liste du patrimoine humain de l'UNESCO, Lambert Messan y figurerait sûrement. L'ambassadeur du Niger auprès de l'Organisation n'est pas de ceux qui se contentent d'inaugurer les chrysanthèmes. Ce matheux féru d'économie et de sciences de l'éducation a mis son poste à profit pour ajouter une corde culturelle à son arc. À tel point qu'il est un peu devenu le «Monsieur patrimoine africain» de la maison.

C'est l'aboutissement d'un parcours peu banal. «*Je me destinais à l'enseignement des mathématiques - qui reste mon passe-temps favori - mais j'ai bifurqué par la force des choses.*» Victime d'un accident de la route à 25 ans, il est obligé de suivre un long traitement à Paris, où il se lance dans la diplomatie, avec succès: à 37 ans, il obtient son premier poste d'ambassadeur. «*Mon handicap, il m'a fallu le gérer pour mener une existence 'normale'.*» Après une brillante carrière qui l'amène en Belgique et au Canada, il est nommé à l'UNESCO «*après le décès du président Kountché.*»

«*À mon arrivée en 1988, j'ai été surpris de découvrir que le Niger n'était pas représenté sur la Liste du patrimoine mondial.*» En fait, ce pays n'avait jamais proposé de sites à inscrire, lacune qu'il s'empresse de combler. «*J'ai demandé qu'un consultant soit envoyé sur place pour répertorier nos sites, ce qui m'a été accordé.*» Résultat, dès décembre 1991, les réserves naturelles de l'Aïr et du Ténéré sont inscrites sur la Liste.

Pour Lambert Messan, c'est le début d'un long combat, qu'il étend au continent tout entier. «*Comme j'étais président du groupe africain, j'ai posé le problème: les sites du patrimoine appartiennent à tous les peuples du monde. Alors pourquoi certaines régions seraient-elles considérées comme patrimoine universel plus que d'autres?*»

De fait, l'Afrique subsaharienne n'est représentée que par 42 biens inscrits (25 naturels, 16 culturels et 1 mixte), soit moins de 10% des sites figurant sur la Liste. De même, seuls les deux tiers des 45 États

subsahariens ont ratifié la Convention du patrimoine mondial de 1972. Plusieurs raisons peuvent expliquer cet effacement: alors qu'«*il faut fournir une liste indicative des différents sites et tout un travail de présentation des dossiers*», les États africains disposent rarement de l'expertise nécessaire. De plus, ils accordent la priorité au développement du secteur moderne

non-initié et échappant à toute classification simpliste.

«*Alors que dans le monde occidental, le culturel et le naturel sont deux domaines bien distincts, chez nous, ils forment un tout. Notre perception est globalisante: les fonctions religieuse, sociale, économique et environnementale sont étroitement mêlées*», ajoute-t-il. Dans bien des cas des sites dits naturels n'ont été préservés qu'en raison de leur dimension socioculturelle. C'est notamment le cas des bois sacrés. Ces espaces protégés par la tradition offrent généralement une biodiversité extraordinaire tout en remplissant une fonction religieuse et sociale: considérés comme des sortes de matrices, ils sont censés permettre la régénérescence des hommes et ne sont accessibles qu'à quelques privilégiés. Mais ils n'ont fait l'objet ni de l'inventaire, ni des études approfondies qui permettraient d'en apprécier la valeur «*universelle exceptionnelle*» en vue de l'éventuelle inscription des sites les plus représentatifs.

Étroitement associé au processus qui s'est engagé à l'UNESCO afin de disposer d'une Liste aussi représentative que possible de la diversité culturelle mondiale,

Lambert Messan se réjouit de l'adoption de la notion de paysage culturel (voir p.9) et de la définition de quelques nouveaux types de biens, comme les itinéraires culturels et les routes d'échanges, qui permettent d'inclure les civilisations nomades. «*Au Niger, nous sommes très concernés par cette évolution: nous avons la route du sel, des hadjs, de l'or...*» Lui se prépare à prendre celle d'Addis Abeba (Éthiopie), fin juillet, pour la prochaine étape d'un cycle de conférences sous-régionales. «*Il faut sensibiliser les responsables africains à la nouvelle approche, encore méconnue: quand j'ai proposé l'inscription de l'Aïr et du Ténéré, la première réaction de mes autorités - qui ont craint qu'elle ne condamne cette région à l'état de musée - a été de dire: 'ils veulent nous fossiliser ou quoi?'*».

Sophie BOUKHARI



EN VISITE AU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE DE PARIS
(Photo © tous droits réservés).

plutôt qu'à la conservation de patrimoines traditionnels. D'ailleurs, leur législation ne prévoit pas toujours la protection et la conservation de ces biens, alors que cette condition a longtemps constitué un préalable à leur inscription. «*Or chez nous, où le patrimoine est vivant, la conservation fait souvent partie intégrante de la vie des gens.*»

Mais c'est sans doute ailleurs qu'il faut chercher la principale raison de la sous-représentation de l'Afrique noire. «*Pour la plupart de nos pays, il est difficile de répondre aux conditions exigées*», explique Lambert Messan, en insistant sur l'inadéquation entre les critères d'inscription contenus dans la Convention (qui ignore le patrimoine immatériel et définit des catégories de biens très précises) et les marques de la culture et de la spiritualité africaines, souvent difficiles à repérer pour le

FRONT UNI POUR UN HÉRITAGE COMMUN

De nouveaux acteurs s'engagent en faveur de la protection et de la restauration du patrimoine mondial. Pourquoi, et pourquoi le font-ils aux côtés de l'UNESCO?

Yves Dauge, maire de la ville française de Chinon qui met son savoir-faire et une aide financière à la disposition de Luang Prabang (Laos), inscrite en décembre dernier sur la Liste du patrimoine mondial.

«Chinon fait partie des villes du monde qui portent un patrimoine à travers l'histoire. C'est un peu notre devoir de faire profiter d'autres villes de notre expérience. Classer un monument, c'est facile, mais une ville, c'est tellement complexe. Le tourisme arrive, l'argent joue, les investisseurs spéculent... Maintes questions se posent: peut-on continuer à développer le commerce? à construire des logements sociaux? Comment assurer que le tourisme soit une chance pour la population locale? Quels instruments juridiques mettre en place? etc. Il ne suffit pas d'envoyer des experts. Il faut inscrire leur intervention dans une suite logique d'actions continues. C'est l'objet de la coopération décentralisée, qui permet de définir une politique publique forte et légitime.

L'UNESCO m'a officiellement missionné auprès du gouvernement lao pour développer cette coopération entre Chinon et Luang Prabang. La coopération décentralisée seule, je n'y crois pas. Il faut l'inscrire dans une légitimité internationale. On dit toujours que l'UNESCO n'a pas d'argent; mais elle a mieux que ça: une autorité à déléguer.

Nous allons d'abord mettre en place un plan de sauvegarde et de mise en valeur. Fruit d'une étroite collaboration entre acteurs français, lao et experts internationaux, il aura force de loi. Le travail consiste essentiellement à décrypter la ville et à élaborer des mesures juridiques. Bien sûr, nous allons préserver les 33 monastères, les maisons coloniales mais aussi tout le tissu traditionnel ancien, qu'il faut faire ressortir pour rapprocher le projet des habitants. La phase de restauration s'étalera sur trois ans. Le coût, d'environ trois millions de FF, sera réparti entre la ville et la région de Chinon, plusieurs ministères français et divers autres bailleurs - institutions internationales, fondations, sponsors privés. Ensuite, nous passerons à la phase de conseil des investisseurs privés.

Il faudra gérer l'élimination des déchets, le développement du réseau électrique, des infrastructures touristiques, sans aller à l'encontre du patrimoine. La préservation des zones humides, par exemple, est un enjeu important. Elles assureraient la survie d'une petite économie productive mais beaucoup sont devenues des dépotoirs. La tentation serait de les combler pour construire des murs en béton à la place. On tuerait alors la respiration et l'équilibre biologique de la ville.

L'autre grand volet du projet consiste à ouvrir une 'maison du patrimoine'. Cet outil de proximité abritera une sorte de chantier-école afin de montrer à la population comment restaurer et améliorer son habitat. Elle pourra puiser dans un fonds d'aide spécial, alimenté par une taxe de séjour prélevée sur les nuits d'hôtel. Car une fois que les experts seront partis, ce sera à cette population, mobilisée par les monastères et les organisations de masse, de prendre le relais.»

Ismail Serageldin, vice-président pour le département Environnement et développement durable de la Banque mondiale qui contribue avec l'UNESCO à la restauration de six villes historiques.

«On peut resituer l'intérêt de la Banque pour les villes historiques dans le cadre de son mandat en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement économique - mais nous prenons aussi en compte le caractère unique de ces sites. D'où la nécessité évidente de travailler en partenariat. La Banque a capitalisé une expertise dans le domaine des infrastructures, du logement, de la gestion municipale et des transports. L'UNESCO a l'expertise nécessaire pour traiter les sites historiques, les institutions spécialisées comme l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration de biens culturels) savent les restaurer et les fondations comme celle de l'Aga Khan pour la culture assurent le lien avec les populations et ont l'expérience de la conservation et de la revitalisation des sites.

En considérant les différentes villes historiques où la Banque va sans doute

financer d'importants investissements dans les prochaines années (Fès au Maroc, Hué au Viet Nam, Saint-Petersbourg en Russie, Samarkand en Ouzbékistan, Sana'a au Yémen et Vilnius en Lituanie), nous avons jugé sage de nous lancer résolument dans ce type de partenariat, en nous fondant sur les études commandées par l'UNESCO. Cependant, nous sommes encore loin d'envisager clairement la manière d'articuler au mieux les actions de tous les acteurs engagés, y compris celles des deux principaux: l'UNESCO et la Banque. Mais nous sommes décidés à adopter une ligne pragmatique, non bureaucratique et volontariste qui puisse garantir les meilleurs résultats.»

André De Marco, directeur de la communication du géant de l'industrie chimique et pharmaceutique Rhône-Poulenc qui travaille avec l'UNESCO sur les fronts de la restauration et de l'éducation au patrimoine.

«Rhône-Poulenc considère qu'au-delà de sa finalité économique, l'entreprise a des responsabilités civiques à l'égard de la communauté. L'une des formes de cette citoyenneté s'exerce par le mécénat. La Fondation Rhône-Poulenc développe un programme de mécénat dont l'une des directions principales est la protection du patrimoine culturel, artistique et naturel mondial. Nous pensons en effet que 'nous n'héritons pas la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants'.

La Fondation Rhône-Poulenc est engagée dans deux programmes avec l'UNESCO: d'une part la restauration, en collaboration avec le gouvernement vietnamien, de deux pavillons de la Cité impériale de Hué et de deux tombeaux du roi Tu-Duc. Nos équipes scientifiques apportent leur assistance pour protéger de façon durable les bois neufs dans lesquels sont construits ces pavillons des graves destructions provoquées par les termites. D'autre part, nous contribuons au projet de l'UNESCO d'éducation des jeunes à la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel.»

LES QUATRE NOUVEAUX «PAYSAGES CULTURELS»

Depuis que le Comité du patrimoine mondial a entériné en 1992 l'existence d'une nouvelle catégorie de sites: les «paysages culturels», il en a inscrit quatre sur la Liste du patrimoine mondial, dont deux:

PARC NATIONAL D'ULURU-KATA TJUTA (AUSTRALIE)

Photo © Dr. Sarah Titchen



Les dômes rocheux du Parc national d'Uluru-Kata Tjuta se situent en terre aborigène où vivent les Anangu. Selon la légende, la surface de la Terre était autrefois sans relief. Ces lieux n'existaient pas. Jusqu'à ce que les êtres anciens Anangu (êtres humains, plantes ou animaux), grands voyageurs, façonnent les paysages qu'ils traversaient. Les voyages et activités de ces êtres anciens reliaient différents sites à travers le pays par des *iwara* (sentiers ou pistes). Uluru et Kata Tjuta représentent les points de rencontre de ce réseau que forment les pistes ancestrales.

La gestion du parc s'inspire de la loi et de la tradition Anangu, le *tjukurpa*. «C'est à la fois notre loi, notre langue, notre terre et notre famille», explique Yami Lester, président du Comité de gestion du parc.

Situé non loin du centre de l'Australie, le Parc National d'Uluru-Kata Tjuta se compose d'écosystèmes arides s'étendant sur 132.566 hectares. Il abrite le peuple Anangu depuis 5.000 ans.

PARC NATIONAL DE TONGARIRO (NOUVELLE-ZÉLANDE)

Reproduit avec l'aimable autorisation du New-Zeland Tourism Board



«Le souffle de la montagne, c'est mon cœur.» C'est ainsi que le peuple Ngati Tuwharetoa du Parc national de Tongariro en Nouvelle-Zélande exprime son amour et son respect pour ce paysage volcanique dont la mythologie est liée à l'arrivée des premiers Maoris de Hawaïki, il y a entre 700 et 1.400 ans.

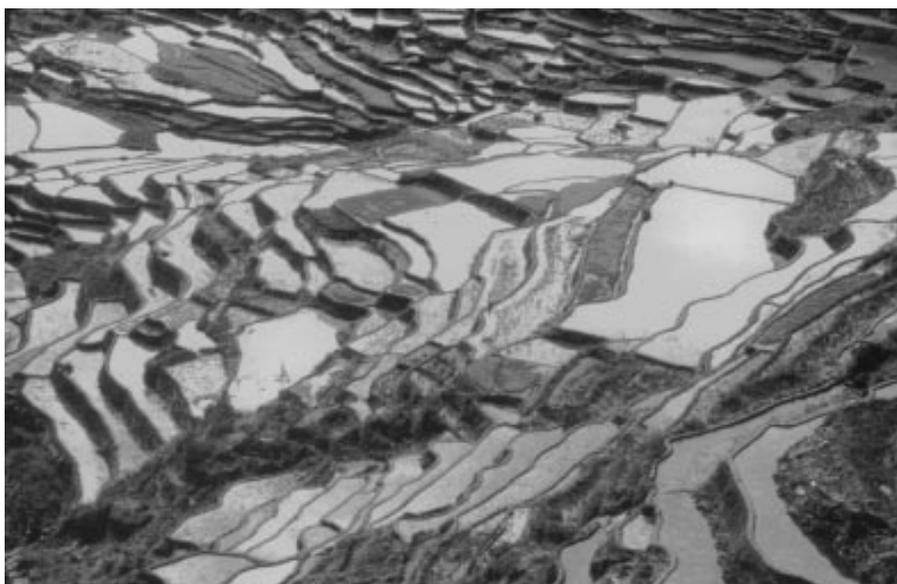
Ces monts sont sacrés car ils représentent leurs ancêtres, les *Tupuna* et sont un signe de *mana* (prestige), d'identité culturelle et tribale et de spiritualité. En septembre 1887, le grand chef des Ngati Tuwharetoa présentait solennellement les sommets de Tongariro, Ngauruhoe et Ruapehu au gouvernement néo-zélandais. Ainsi fut décidée la création du premier parc national du pays, et quatrième du monde.

Ce parc s'étend sur 79.000 hectares dans l'île nord de la Nouvelle-Zélande. Le paysage y est quasiment vierge. Des stations de ski, rigoureusement contrôlées, ne couvrent que 3% de la surface totale.

Uluru-Kata Tjuta en Australie et Tongariro en Nouvelle-Zélande, figuraient déjà sur la Liste au titre de sites naturels.

RIZIÈRES DES CORDILLÈRES (PHILIPPINES)

Photo © A. Evrard/Hoa-Qui



Les rizières en terrasse du nord-est de l'île de Luzon sont situées entre 700 et 1.500 mètres d'altitude, sur des pentes qui peuvent atteindre 70 degrés. Elles existent depuis 2.000 ans.

L'histoire des quatre zones de rizières en terrasses des cordillères des Philippines est étroitement liée à celle des gens, à leur culture, leurs coutumes et pratiques traditionnelles de gestion environnementale et de production de riz. À cause de leurs pentes abruptes, ni l'animal ni la machine ne peuvent être utilisés: tout se fait à la main. Un système complexe de barrages, d'écluses, de canaux et de conduits en bambous transfère l'eau des terrasses les plus élevées aux plus basses jusqu'à une rivière au fond de la vallée. Chacune des zones se compose d'une couronne tampon boisée qui en assure l'équilibre hydrologique, des terrasses elles-mêmes, d'un hammeau et de bois sacrés où les hommes saints (*mumbaki*) accomplissent rites et sacrifices traditionnels relatifs au cycle saisonnier de la production de riz.

13

LA VILLE DE SINTRA (PORTUGAL)

Photo UNESCO



L'ancien monastère de Pena, transformé par Ferdinand II à la fin du XIXe siècle, dont se serait inspiré Louis II de Bavière pour construire le fameux château de Neuschwanstein.

La ville portugaise de Sintra doit son extraordinaire développement à la douceur de son climat, la fertilité de ses sols et la proximité du Tage. La cité a été conquise, détruite, libérée et reconstruite à maintes reprises par les Romains, Arabes, Maures et Portugais. Tous y ont laissé leur empreinte. Au Moyen Âge, la cour et les aristocrates s'y installèrent, édifiant de somptueux palais et résidences ou *quinta* entourés de parcs et jardins. Son isolement a également attiré moines et ermites qui y installèrent des monastères et des ermitages.

Sintra s'impose comme le prototype du romantisme européen par ses fantasmes architecturaux et la parfaite communion qui règne entre la nature et les monuments anciens.

UN PIED DANS LE PASSÉ, UN PIED DANS LE FUTUR

Le centre historique de Vilnius bénéficie d'un programme de réhabilitation où s'impliquent le privé, le public et l'international. Objectif: réunir des moyens, maximaliser leur utilisation.

Selon la légende, alors qu'il chassait dans la région où les rivières Neris et Vilnia se rencontrent -, le prince Gedymin vit en songe un loup qui pouvait hurler comme 100. Un magicien interpréta ce rêve comme un message des dieux signifiant qu'ils désiraient fonder là une ville, dont la renommée s'étendrait aussi loin que porteraient les hurlements de ce loup. Sur les ordres du prince, le château de Gedymin fut édifié sur la plus haute colline alentour. Aujourd'hui, les habitants de Vilnius y emmènent leurs hôtes afin d'admirer la plus belle vue de la ville, cœur politique, religieux, scientifique et culturel de la Lituanie.

renovés mais étant donné son passé mouvementé, la ville est en assez bon état.

«Sur les 1.500 immeubles du centre historique, 119 s'effondrent et ont le toit en ruine», explique le chef du département municipal pour la protection des monuments, Augis Gucas. Mais plus que de travaux de reconstruction et de restauration, c'est d'une «revitalisation» dont la ville a besoin. «De nombreux immeubles sont inhabités parce que les propriétaires en ont été expulsés il y a plus de cinq ans pour commencer leur rénovation. Mais à cause du manque de fonds, les travaux n'ont jamais démarré ou ont dû être interrompus,

rapporte la journaliste lituanienne Rusné Marcénaité. La municipalité a dégagé la maigre somme de 700.000 dollars - de quoi repeindre quelques façades et reconstruire un petit immeuble! L'Église, qui possède une grande partie de la vieille ville, est, elle aussi, à court d'argent.»

Jusqu'ici, le programme de restauration n'a pas servi à grand-chose. La municipalité a essayé de louer des immeubles aux enchères mais n'a pas réussi à attirer les investisseurs. Ils ont jugé la rénovation trop coûteuse et préfèrent un titre de propriété à un bail. «À l'heure où les réalités économiques sont dures et les faillites nombreuses, peu d'hommes d'affaires sont prêts à augmenter leurs frais généraux de dépenses de rénovation, ajoute Rusné Marcénaité. Ceux qui ont pris ce risque ont été confrontés à

une administration tâtilonne, qu'ils ont le plus souvent ignorée. Résultat, les travaux ont été effectués sans consultation avec les autorités responsables de la protection du patrimoine, jugées trop strictes: s'il l'on s'en tenait à leurs exigences, dit-ils, il faudrait puiser l'eau dans un puits, cuisiner et chauffer avec un poêle et laisser les toilettes à l'extérieur. De fait, avant de commencer quelque aménagement que ce soit, les occupants sont censés obtenir des autorisations de pas moins de 29 différents

bureaux. Aussi, les architectes passent-ils plus de temps à rassembler les signatures qu'à dessiner. Ils soutiennent qu'ils sont seuls capables d'y parvenir... et s'empres- sent de facturer ce 'service'. Autre anomalie, ni réparations ni travaux d'entretien ne sont exigés des nouveaux propriétaires.»

La confusion qui a régné jusqu'ici - largement à cause des changements socio-économiques qui ont accompagné la chute du communisme - a fait de Vilnius la candidate idéale pour tester une nouvelle approche en matière de restauration des vieux centres historiques, basée sur le partenariat entre fondations privées, autorités locales et nationales et organisations internationales, dont l'UNESCO et la Banque mondiale. Il doit permettre de mobiliser les fonds et les compétences nécessaires. À Vilnius, qui est l'une des six vieilles villes du monde à en bénéficier, le Danemark et l'Écosse apportent des conseils nourris de leur propre expérience.

L'objectif essentiel est de dresser une liste des infrastructures prioritaires et un plan de gestion du patrimoine, actuellement en cours de réalisation. On étudiera aussi les moyens d'encourager les investissements privés et publics et de conserver à la ville son caractère résidentiel au lieu de la transformer en centre commercial ou en quartiers de bureaux. Une institution sera créée pour gérer la vieille ville. Le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO y a récemment ouvert un bureau dans des locaux offerts par le gouvernement lituanien.

RETROUVER SA PLACE

L'idée est de préserver le caractère particulier de Vilnius tout en la préparant à entrer dans le XXIe siècle. Bien que les travaux de planification demandent du temps, donnant parfois l'impression que rien n'avance, la situation progresse. La Banque mondiale s'est déjà engagée à hauteur de 190.000 dollars pour cette phase préliminaire. C'est évidemment peu en regard des besoins. Mais les différents partenaires sont convaincus que les millions nécessaires arriveront à temps et que, finalement, Vilnius retrouvera sa place parmi les grandes capitales d'Europe.

Sue WILLIAMS



Photo © Raimondo Urbakavicius

Le centre historique s'étend aujourd'hui sur près de 360 hectares et compte 31.000 habitants. Il a été reconstruit plusieurs fois au cours de sa longue histoire, ponctuée d'au moins sept incendies et deux guerres. C'est justement l'obligation de reconstruire qui lui a donné ce caractère si particulier, qui mêle les styles gothique, Renaissance, baroque et classique, justifiant son inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 1994. Certains immeubles ont sans conteste besoin d'être

LA DOUBLE VIE D'ABOMEY

La valeur du site d'Abomey ne tient pas à ses palais - plus que modestes - mais à l'entrelacs séculaire des pouvoirs religieux et sociaux dont il est le centre de gravité.

Ils viennent, ils voient... et ils repartent parfois déçus, du moins perplexes. «*Ça ne fait pas authentique!*» revient souvent sur les lèvres des 10.000 visiteurs qui se rendent chaque année sur le site des palais royaux d'Abomey, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1985. Car qui dit palais sous-entend ancienneté et luxuriance des matériaux, majesté des formes. Or les dimensions sont modestes: un simple rectangle de 35 mètres de long pour le plus imposant. Les murs sont en pisé, les toits, en tôle ondulée, s'avancent pour former un auvent soutenu par de simples piliers de bois, parfois de béton, masquant les bas-reliefs polychromes, au nombre de 130. Et surtout, des neuf ensembles royaux construits sur ce site par la dynastie des 12 rois d'Abomey, du début du XVI^e à la fin du XIX^e siècles, il reste beaucoup de ruines perdues dans la broussaille, des traces de l'imposant mur d'enceinte et du fossé qui le bordait et au mieux quelques bâtiments si fragiles qu'ils ont été perpétuellement reconstruits et avec les matériaux du moment.

PLEINS ET VIDES

La richesse des palais d'Abomey ne se «voit» pas: elle exige d'abord de se livrer à une lecture attentive de la géographie du site pour relier les valeurs des pleins et des vides, autrement dit des palais, si modestes, et des cours, si imposantes. L'importance des premiers tenait, au fond, à leur inaccessibilité au commun des mortels. En revanche, la dimension des secondes permet d'imaginer l'immensité des foules qui s'y pressaient, en général pour rendre hommage à leur roi, et mesurer ainsi toute l'étendue de son pouvoir.

Mais Abomey ne livre toute sa richesse qu'à la difficile condition de découvrir sa fonction première: il sert de centre de gravité, symbolique, des pouvoirs religieux et sociaux qui enserrent toujours l'ethnie Fon, la plus nombreuse du Bénin. Les *dadasi*, les princesses qui chacune incarne l'un des rois défunts, habitent encore un quartier réservé qui reste frappé de nombre d'interdits. Tous les quatre jours, les princesses des dynasties royales font le tour des douze tombeaux des rois pour y déposer nourriture et boissons. Une fois par an la

«cérémonie moyenne» s'étend sur trois semaines, et la «grande cérémonie», censée avoir lieu tous les dix ans, peut durer six mois, toujours pour honorer les rois défunts.

La fréquence et la magnificence de ces cérémonies reposent entièrement sur le CAFRA, le Conseil d'administration des familles royales d'Abomey, tout comme une bonne part de l'entretien et de la restauration du site, hormis la partie muséale. Mais, dans le «civil», ces familles ont

C'est le même entrelacs séculaire de privilèges et de pouvoirs, d'interdits et d'obligations qui maille toute la ville, converge vers les palais, nourrit les cérémonies traditionnelles et, en confirmant son caractère sacré, en fait un lieu vivant. Chacun mène ainsi une double vie, depuis le paysan ou l'artisan, à la fois citoyen du Bénin, rouage de l'économie moderne et «sujet» du «roi», jusqu'aux princes eux-mêmes, héritiers d'un pouvoir autrefois absolu et qui reste notoire bien qu'ils puissent



DES PALAIS
FRAGILES,
PÉPÉTUELLEMENT
RECONSTRUITS
(Photo ©
HOA-QUI/
M. Huet).

souvent un statut modeste et par suite des revenus limités. C'est donc le savoir-faire, le travail ou l'argent des dizaines de milliers d'habitants de la ville qui perpétuent le miracle d'Abomey. «*Pas un seul d'entre eux ne refuserait sa contribution si le roi la lui demandait*», soulignaient l'anthropologue italienne Giovanna Antongini et l'architecte Giovanni Spini au retour de la dernière mission d'expertise de l'UNESCO en juillet 1995.

C'est le cas, jour après jour, des artistes-artisans pour la restauration du site, mais aussi des historiens, musiciens, danseurs, devins, responsables des cultes, qui tiennent les premiers rôles dans l'accomplissement de tous les rituels, assumant ainsi une fonction héréditaire. Giovanna Antongini évoque ainsi ce gardien de porte qu'elle avait baptisé le «gardien du vide», qui passait ses journées assis sur une chaise à «contrôler» une porte du mur d'enceinte qui n'est plus qu'une ruine au milieu des champs, parce que sa famille fait ainsi depuis des générations.

occuper un simple emploi de fonctionnaire. Mais ces rapports d'autorité sont librement consentis, et leur contrepartie économique est plus que mineure: ils ressortent de la volonté de maintenir une identité historique incarnée par les rois et matérialisée par ces palais qu'un jeune Aboméen qualifiait très joliment de «*dossier du peuple*».

Cette fonction oblige à revoir de fond en comble la notion traditionnelle de conservation. Elle impose une approche anthropologique, repose au moins autant sur la perpétuation du patrimoine immatériel que sur le maintien - impossible - en l'état de bâtiments. Car face à leur force symbolique, que pèse leur aspect? Mais la dégradation des bâtiments ne doit pas aller jusqu'à empêcher les pratiques culturelles et culturelles. Car, comme les Fon aiment à le dire, «*n'aurais-tu pas honte de faire une cérémonie dans la maison de ton père si elle était détruite?*».

René LEFORT

TRADITIONS, INTÉRÊTS ET PASSIONS

Concilier les retombées touristiques, la mise en valeur culturelle, le message religieux autour de la basilique de Vézelay est une gageure, comme pour tout site qui fut et reste un lieu de culte.

Depuis des siècles, Vézelay attire les visiteurs, des druides convergeant vers une poche d'eau de mer miraculeuse, retenue dans la colline, jusqu'aux foules de pèlerins et de croisés déferlant sur la basilique censée abriter quelques reliques de Marie-Madeleine.

Haut lieu de l'art roman, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1979, Vézelay conserve toute sa force d'attraction. Ses ruelles pavées et sinueuses avec leurs galeries d'art et leurs cafés ont échappé aux néons de la restauration rapide et des chaînes d'hôtels qui enlaidissent tant de lieux touristiques de la région française de Bourgogne. Et pourtant, quelque 800.000 touristes y affluent chaque année. Mais «la durée moyenne de la visite est de 20 minutes», déplore Agnès Millot, du syndicat d'initiative. *Les gens montent très vite par le village, visitent très vite la basilique et repartent très vite. Et les moines voient plus de touristes que les garçons de café»,* ajoute-t-elle, ce qui est très décevant, «car la plupart des 500 habitants ont une activité liée au tourisme». Même si la «mode des marathons pour voir le plus de choses possible» porte une part de responsabilité, elle voit aussi poindre une «résistance locale au flux touristique».

QUÊTE CULTURELLE

L'histoire semble jouer contre Vézelay: ses résidents, jaloux de leur basilique, se rappellent les «leçons» des guerres de religion au XVI^e siècle qui dressaient les villageois contre les autorités ecclésiastiques. Les tensions couvent encore. Il y a deux ans, les moines de la Fraternité monastique de Jérusalem sont entrés dans la ville pour assumer la gestion «régulière et séculière» de la basilique avec une véhémence qui a ulcéré la plupart des habitants et obligé l'évêque à présenter des excuses en leur nom.

Si la tempête s'est apaisée, les soupçons pèsent toujours sur toute personne attachée de près ou de loin à la basilique. C'est le cas de Présence à Vézelay, une association à but non lucratif qui fait visiter le site. «Les touristes viennent ici en quête culturelle mais ne trouvent pas de réponse», explique sa présidente, Bénédicte Guillon Verne. *Nous sommes en train de créer les outils pour donner à Vézelay sa propre*

identité et relever sa beauté.» L'an dernier, l'association a organisé 194 visites guidées de la basilique et du village pour 46.000 touristes envoyés pour la plupart par le syndicat d'initiative, tout en s'efforçant d'attirer d'autres bonnes volontés locales par des visites du village. Elle a aussi organisé des «classes du patrimoine» sur l'histoire du site, assorties d'expositions d'art celtique, roman et gothique et d'artisanat local. Hormis deux salariés mal payés, l'association



DES PROTECTEURS DU PATRIMOINE EN HERBE (Photo UNESCO/Amy OTCHET).

s'appuie sur le bénévolat, notamment des étudiants, en échange du gîte et du couvert. Malgré plus de deux ans de travail, elle reste un mystère pour beaucoup. «Bénédicte, elle est adorable, mais je ne sais pas ce qu'est son organisation», lance une cliente de café. La patronne, qui respecte Bénédicte Verne, explique qu'à Vézelay, «on n'aime pas en règle générale ceux qu'on ne connaît pas».

L'intéressée a conscience de la complexité de la situation: «c'est comme quand dix hommes aiment la même femme». Mais elle pense avoir trouvé une solution: travailler avec le Centre du patrimoine mondial, autre admirateur de Vézelay. «L'UNESCO permet d'éviter les cancans», parce que les gens sont ainsi poussés à y

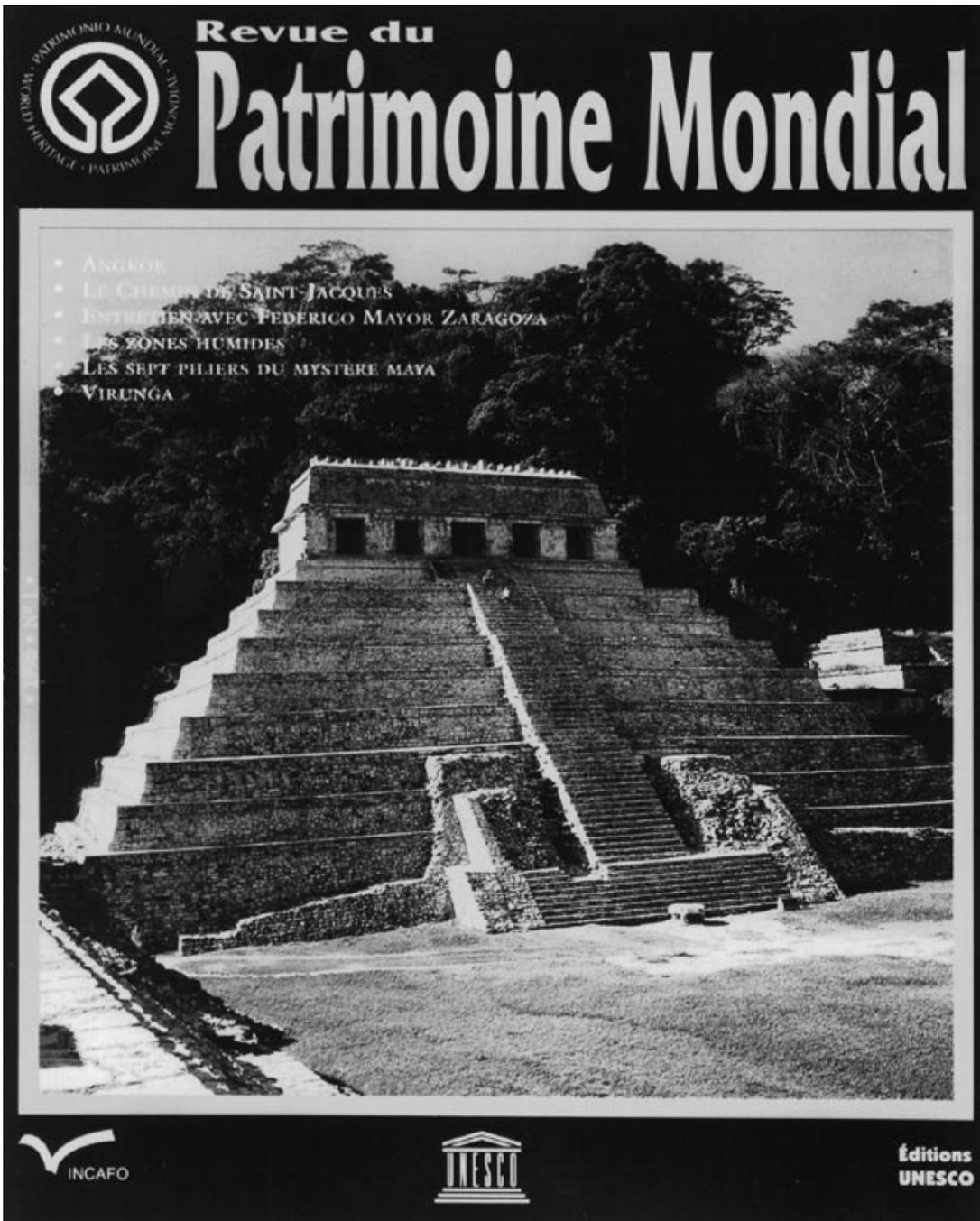
voir un site exceptionnel parmi d'autres. Cette collaboration nouvelle s'est traduite par le tournage d'une vidéo sur le site, sous les auspices de l'Organisation, et la tenue au Siège en mars dernier d'une manifestation au cours de laquelle les habitants de Vézelay ont présenté leurs réalisations. L'association met la dernière main à un «centre de méditation culturelle» grâce à un prix en espèces octroyé par la Fondation Ford sur recommandation du Centre. Situé au cœur du village, il offre un lieu idéal pour promouvoir le patrimoine mondial et «permettre à la fois aux habitants et aux visiteurs de voir Vézelay comme un patrimoine que se partage l'humanité». Mais ce partage ne s'étend pas forcément aux convictions religieuses, ce qui explique le scepticisme local à l'égard de l'association de Bénédicte Verne. Elle se plaît à souligner que l'appel à la conversion figure sur les murs de la basilique et demande de sa voix douce si vous ne préféreriez pas entrer dans la «lumière» avec Jésus sculpté sur le portique.

«COMME À L'ÉCOLE»

La visite se poursuit avec une cinquantaine d'élèves de 11 à 15 ans, qui entament un «pèlerinage» factice. Bénédicte décrit les épreuves des pèlerins et des croisés dans leur «quête spirituelle», mais oublie de mentionner les objectifs politiques et militaires des croisades, ce qui laisse Julien sceptique: «C'est comme à l'école. Quand le prof mélange le catéchisme et l'histoire, il faut noter les dates et oublier le reste...» Un groupe d'ingénieurs en retraite et leurs épouses, avides de précisions architecturales et historiques, se montre plus réceptif: «C'est toujours plus intéressant de faire une visite guidée avec quelqu'un qui croit en ce qu'il dit». Point de vue que partage Agnès Millot: «Personne ici n'est capable de faire la même chose parce qu'ils ne sont pas salariés, ils travaillent par passion.»

Elle peut être excessive parfois et souvent dérangeante. Mais elle doit toujours être là pour arriver à faire vivre les sites du patrimoine dans le monde, surtout quand ils ont une dimension religieuse, depuis des monastères bouddhistes jusqu'aux bois sacrés.

Amy OTCHET



—
Une
nouvelle
revue
 —



Revue du Patrimoine Mondial

- ANGKOR
- LE CHEMIN DE SAINT-JACQUES
- ENTRETIEN AVEC FEDERICO MAYOR ZARAGOZA
- LES ZONES HUMIDES
- LES SEPT PILIERS DU MYSTÈRE MAYA
- VIRUNGA



Éditions UNESCO

✂ — **BULLETIN D'ABONNEMENT** —

A envoyer avec votre règlement à l'ordre du distributeur des périodiques de l'UNESCO:

Jean De Lannoy
 Services abonnements
 Avenue du Roi, 202
 B-1190 Bruxelles (Belgique)

Tél: (32-2)538 51 69/538 43 08, Fax: (32-2)538 08 41.

- 1 an **140 FF** plus frais de port par avion:
 Union européenne: 64 FF
 Autres pays d'Europe: 72 FF. Autres: 96 FF
- 2 ans **250 FF** plus frais de port par avion:
 Union européenne: 128 FF
 Autres pays d'Europe: 144 FF. Autres: 192 FF

Ci-joint règlement par :

- Chèque bancaire (sauf Eurochèque)
- Chèque postal (en francs français)
- Mastercard
- American Express
- Visa
- Eurocard
- Diners

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville Pays

N° de carte Date d'expiration

Date et signature

L'ÉCOLE À HUE ET À DIA

● Dix ans jour pour jour après l'accident de Tchernobyl, plus de 500 villes et villages de 40 pays ont donné le 26 avril un **CONCERT DE CARILLONS** à la mémoire des victimes de la catastrophe. Les églises de Russie, de Bélarus et d'Ukraine se sont jointes à ce concert qui réunissait pour la première fois des carillons de tous les coins du monde. Cette première mondiale, organisée dans le cadre du Programme UNESCO-Tchernobyl, a été suivie d'un concert spirituel à la cathédrale Notre-Dame de Paris. Un convoi humanitaire de huit camions de la Croix-Rouge française est ensuite parti de Notre-Dame pour la Bélarus où seront distribués matériels éducatifs et jouets à 35.000 enfants.

▼ Le président de la **LITUANIE**, Algirdas Brazauskas, et le Directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, ont signé le 22 mai à Vilnius un accord de coopération. Il prévoit notamment la création, dans la capitale lituanienne, d'un Centre international d'éducation à distance, l'élaboration d'un plan d'ensemble pour la réhabilitation de la vieille ville de Vilnius, ainsi qu'une aide aux instituts de recherche et aux professionnels des médias. L'accord souligne aussi l'importance d'un resserrement des liens entre les neuf pays riverains de la Baltique.

● La Cité des sciences et des techniques Roi Abdul Aziz, la réduction des risques sismiques, la conservation des monuments et des sites archéologiques: tels sont quelques-uns des programmes de l'**ARABIE SAOUDITE** auxquels l'UNESCO s'engage à apporter une assistance dans un accord signé le 26 mai à Riyadh par Mohamed Bin Ahmed Al Rasheed, ministre de l'éducation, et le Directeur général, Federico Mayor.

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

À l'heure où la logique libérale veut s'emparer de l'éducation, les ministres latino-américains réaffirment son rôle éthique et social.

● Quand on parle de l'Amérique latine et des Caraïbes, on imagine à tort que les conquêtes y sont similaires et les carences différentes. Or en Jamaïque, où se sont réunis du 13 au 17 mai les 33 ministres de l'éducation de cette vaste région, on retrouve les mêmes maux qu'ailleurs: contraste entre opulence et misère, crainte de la violence due à l'exclusion, insolence des inégalités, délectation verbale à propos de la démocratie, souci de se faire entendre dans le monde industrialisé.

● Mondialisation, libre marché, modernité, société civile, démocratie, représentativité et participation, paix, solidarité: c'est autour de ces mêmes mots que convergent les débats des conférences internationales. Selon les experts, ces rencontres et déclarations «planétaires» créent chez les États membres une plus grande sensibilité et des engagements plus fermes.

● régionaux et mondiaux, mais à entrer dans un nouveau millénaire avec optimisme. Ainsi, un rapport comme celui de la Commission présidée par Jacques Delors souligne encore qu'un des piliers du futur est «*apprendre à vivre ensemble*», quand on pouvait supposer que c'est le progrès scientifique et technologique qui étayerait les conquêtes sociales et humaines.

● À Kingston, les ministres de l'éducation ont très vite manifesté un certain agacement. Pour le ministre chilien, Sergio Molina, les documents préliminaires leur laissent peu de marge pour exprimer «*ce que nous voulons réellement, ce que nous faisons et ce que nous pouvons faire. Ce n'est peut-être pas ce qu'il y a de mieux, mais cela vient de nous*».

● Car, au-delà des schémas ambitieux et des généralisations abstraites se cachent de sérieuses hésitations quant à l'avenir de



L'ÉCOLE OBLIGATOIRE ET GRATUITE: UN ENGAGEMENT DE L'ÉTAT (Photo UNESCO/Maria Muinos).

● L'UNESCO s'appuyait pour cette occasion sur quelques documents de base qui ont imprégné le jargon international: éducation pour tous (Jomtien, 1990), transformations productives avec équité (Cepal-UNESCO, 1992), éducation tout au long de la vie (Rapport Delors, 1995) - et tentait de relier les résultats obtenus et les engagements pris, en matière d'éducation, lors des cinq Sommets présidentiels ibéro-américains (de 1991 à 1995) et des sept sommets mondiaux réunis par les Nations Unies depuis 1990.

● En effet, lors de toutes ces réunions, l'éducation est apparue comme la priorité absolue, capable non seulement d'aider à surmonter les grands problèmes nationaux,

● l'éducation en Amérique latine. Pendant 16 ans (durée de mise en œuvre du «*Projet majeur d'éducation*»), l'accent a été mis sur la généralisation de l'accès à l'éducation (c'est chose faite), la foi en l'école publique, les enseignants, l'innovation adaptée aux moyens locaux. Or la pensée dominante conduit aujourd'hui à estimer que l'effort d'universalisation de l'école est insuffisant; qu'il faut traiter les enseignants en fonction de leur «*rendement*»; que la gestion de l'éducation est au cœur des systèmes éducatifs et de la société libérale soucieuse d'efficacité; en définitive, que la mondialisation exige de se préparer à la concurrence, sous peine de faillite nationale.

Kingston a montré la difficulté, à l'échelon des ministres de l'éducation, de décider une augmentation des investissements éducatifs pour parvenir à 6,5% du PIB, comme le recommande l'UNESCO. Au point que la recommandation finale n'en fait pas mention. En fait, les programmes économiques et sociaux de la majorité des pays de la région dépendent des recommandations du Fonds monétaire international et l'augmentation du budget de l'éducation est habituellement du ressort des ministres de l'économie.

Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, estime néanmoins que «l'objectif de 6,5% pour l'an 2000 est raisonnable», l'augmentation des dépenses d'éducation allant de pair avec le ralentissement de la croissance démographique.

Dès le début de la réunion, trois thèmes se sont avérés prépondérants: l'autonomie d'action des gouvernements, fermement convaincus du rôle de coopération - non d'incitation - que jouent les organismes internationaux; les problèmes de financement de l'éducation; et le rôle des enseignants dans la conception de l'école du XXI^e siècle.

VALEURS À TRANSMETTRE

Pour ce qui est du premier thème, les ministres ont décidé d'élaborer un document différent de celui suggéré par le Bureau régional de l'UNESCO à Santiago. Plutôt que de mettre l'accent sur les aspects ponctuels (1.000 heures effectives de classe par an, arrêt de la méthode pédagogique où le professeur et les élèves restent face-à-face, dotation de bibliothèques scolaires, amélioration des matériels pédagogiques), ils ont insisté sur le nouveau rôle de l'éducation qui consiste à transmettre des valeurs. Les valeurs religieuses, par exemple, ont été longuement débattues.

La paix, la démocratie et le développement constituent, aux yeux des ministres, les instruments clés de l'avenir de la région. Et «l'école est un lieu privilégié pour qu'enfants et adolescents s'initient à l'exercice de leurs droits», ce qui suppose la pratique d'un «nouvel humanisme» fondé sur un juste exercice de la citoyenneté, la maîtrise des codes de la modernité et le développement d'une attitude éthique et morale de respect de soi et d'autrui.

Les ministres ont ensuite défendu avec vigueur le thème de l'école publique et la

gratuité de l'enseignement. Déjà, lors de la cérémonie d'ouverture, le Premier ministre jamaïcain, P.J. Patterson, avait fait l'unanimité à ce propos, en soulignant que la prospérité matérielle ne peut pas, en soi, créer une société idéale: «Nous voulons et recherchons une économie de marché, pas une société de marché».

Les participants ont considéré que l'engagement envers une éducation universelle et efficace doit être une «politique d'État» qui soit à l'abri de l'instabilité des programmes gouvernementaux et réunisse toutes les forces sociales et économiques. Par ailleurs, il faut «considérer le caractère obligatoire et la gratuité de l'école comme un engagement de l'État et de la société pour garantir à tous un niveau de compétences indispensables».

UN MÉTIER À RISQUE

Enfin, les ministres ont vigoureusement défendu le corps enseignant et recommandé des «accords nationaux» pour résoudre «la grave situation personnelle et professionnelle des enseignants ainsi que le risque que court la profession en raison des très bas salaires, des mauvaises conditions de travail et de la dévalorisation de leur métier».

Peut-on parler d'un «esprit de la Jamaïque»? C'est peu probable. La période actuelle n'incite pas les gouvernements à se pencher sur l'éducation. Les politiques de stabilisation, de restriction des dépenses sociales et d'introduction - parfois impérative - de la liberté de marché conditionnent le paysage éducatif de la région. Mais une chose est sûre: plutôt que de se lancer dans de grands projets de réforme, on préfère avancer avec prudence dans trois ou quatre domaines prioritaires

Il est donc clair que la coopération internationale doit changer de cap face aux urgences nationales qui prennent à nouveau le pas sur les grands mouvements internationaux. C'est aussi le défi lancé par le Rapport Delors, dans le prolongement d'*Apprendre à être* d'Edgar Faure, dont la publication coïncidait avec un après mai 68 marqué par un fort courant d'humanisme universaliste, alors qu'aujourd'hui c'est le néolibéralisme qui a le vent en poupe plutôt qu'un courant mondial en faveur de l'éducation.

Raúl VARGAS VEGA
à Kingston

● Le Concours Noma 1996 d'ILLUSTRATIONS DE LIVRES POUR ENFANTS, organisé par le Centre culturel asiatique pour l'UNESCO (ACCU), a pour but d'encourager la création artistique dans les pays en développement et d'améliorer la qualité de la littérature enfantine. Il est ouvert jusqu'au 15 novembre et s'adresse aux illustrateurs des États membres de ces pays.



Le prix sera décerné en décembre et les œuvres primées seront présentées lors d'une exposition qui aura lieu à Tokyo en 1997.

➔ ACCU, 6, Fukuromachi, Shinjuku-ku
Tokyo 162 (Japon)

▼ Qu'est-ce qu'une RÉSERVE DE BIOSPHÈRE? Comment fonctionne-t-elle? Qui en bénéficie? Quels sont les critères de désignation? Quels sont les objectifs du Réseau mondial de réserves de biosphère mis en place par le Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB)? Une brochure richement illustrée vient de paraître pour répondre à toutes ces questions. Elle contient également une carte montrant la localisation des réserves en relation avec les principaux types d'écosystèmes.

UNE LIBERTÉ FRAGILE...OU FACTICE

● *«Je vous demande à tous de protéger cette paix que nous avons signée avec les Israéliens, dans les meilleurs moments comme dans les pires», a déclaré Mme Souha Arafat, épouse du président de l'Autorité nationale palestinienne, qui assistait, le 14 mai, au lancement de l'opération «PARTENAIRES POUR LA PAIX». Organisée par l'association humanitaire Équilibre, elle vise à recueillir produits alimentaires, médicaments, matériel didactique et équipement pour handicapés. Quatre camions sont partis de l'UNESCO pour recueillir des dons de partenaires privés en France. Le convoi est attendu ce mois-ci à Gaza. Cette opération bénéficie du soutien de l'UNESCO au titre de son Programme d'assistance au peuple palestinien.*



LE DÉPART DES «CAMIONS POUR LA PAIX»
(Photo UNESCO/I. Forbes).

▼ Pour «marquer, sur des sites symboliques, sa détermination à combattre l'intolérance et à mobiliser la communauté internationale», le couturier PIERRE CARDIN, ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, s'est rendu en Israël et en Jordanie du 29 avril au 2 mai. Il a inauguré «la forêt de la paix» aux abords d'Eilat et assisté à Pétra à la levée des drapeaux de la tolérance créés l'an dernier par six artistes pour célébrer l'Année des Nations Unies pour la tolérance.

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres
de tout droit de reproduction.

● Le droit à une presse libre et pluraliste est proclamé partout, mais reste bafoué pour deux milliards d'individus.

● En 1995, 49 journalistes ont été tués à cause de leurs opinions ou dans l'exercice de leur métier, et des enquêtes sont en cours sur les circonstances de la mort de 25 autres. Six de leurs collègues ont été portés disparus et 102 ont fini l'année derrière les barreaux parce que les pouvoirs n'appréciaient pas ce qu'ils écrivaient, ce qu'ils cherchaient à découvrir, voire ce qu'ils pensaient.

● La Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai, a rendu hommage à ces hommes et ces femmes et permis de rappeler que, malgré des progrès, le droit fondamental à la liberté de la presse est encore loin d'être une réalité universelle. D'après l'ONG française Reporters Sans frontières (RSF), l'interdiction et la censure des publications sont monnaie courante dans plus de la moitié des pays du monde: «plus de deux milliards d'hommes et de femmes vivent sous des gouvernements qui restreignent leur droit à connaître la vérité», constate le rapport 1996 de RSF.

● DOUBLE LANGAGE

● Pourtant bon nombre de ces gouvernements ont signé des déclarations et des chartes, et même adopté des lois sur la liberté de la presse. L'écart entre les déclarations d'intention et les actes demeure considérable, comme l'ont confirmé les journalistes et directeurs de journaux du monde entier réunis à l'UNESCO pour une série de tables rondes organisées le 3 mai, date du cinquantième anniversaire de la Déclaration de Windhoek¹ et du lancement d'une grande campagne de l'UNESCO pour promouvoir des médias indépendants et pluralistes.

● «En Russie, le principal moyen utilisé pour contrôler les médias est la peur, explique Vsevolod Bogdanov, de l'Union des journalistes de Russie. Nous savons que les responsables sont des gangs professionnels très organisés, mais aucun des meurtres commis jusqu'ici n'a débouché sur une seule arrestation.» Paradoxalement, les «problèmes gigantesques» auxquels sont confrontés les médias en Russie et en Europe de l'Est témoignent d'un changement positif, selon Tom Fenton, correspondant de CBS à Moscou, qui voit dans la situation de la presse «une des réussites de la période de transition». «Nous avons brisé nos chaînes», constate Ernest Skalski, rédacteur en

chef adjoint du grand quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*. Il y a 20 ans, il n'y avait pas de presse d'opposition donc, rien à réprimer, et les journalistes étaient des relais du Parti. Aujourd'hui, le pluralisme et l'indépendance des médias existent bel et bien et les journalistes constituent une menace réelle pour le pouvoir.»

● On ne peut pas en dire autant de bien d'autres pays. En Algérie, où 22 journalistes ont été tués l'an dernier, «la profession est très affaiblie et le découragement général», reconnaît Houda Bouchaib, membre du Comité exécutif de la Fédération internationale des journalistes. «Mais que faire quand c'est votre famille qui vous condamne à mort?», s'interroge un journaliste algérien réfugié à Paris après avoir été dénoncé comme hérétique par un cousin islamiste. La censure règne et ceux qui osent mettre en cause les thèses officielles se retrouvent vite derrière les barreaux.

● Ailleurs en Afrique, la situation n'est guère plus encourageante. «Les gouvernements utilisent de nouvelles méthodes pour museler les médias», explique Pius Njawe, responsable du journal camerounais *Le Messager* et animateur de l'association nationale pour la liberté de la presse. Njawe, qui a été en prison «un nombre incalculable de fois», est sous le coup de huit chefs d'inculpation: «C'est pire que la censure. On nous dit qu'il n'y en a plus, alors on publie ce que l'on veut, et la police nous tombe dessus pour 'abus de la liberté de presse'.»

● TACTIQUE RÉPRESSIVE

● RSF estime «particulièrement préoccupante» la tactique répressive de plus en plus utilisée, qui consiste à s'abriter derrière le pouvoir judiciaire. La diffamation, par exemple, est considérée comme une offense criminelle dans nombre de pays d'Asie, rappelle l'Indien Cushrow Irani, directeur du *Stateman* et ancien président de l'Institut international de la presse. «Le pluralisme des médias signifie la pluralité des opinions et pas simplement celle des propriétaires de journaux, mais en Asie la diversité des opinions n'est pas vraiment la bienvenue»; 36 journalistes asiatiques ont d'ailleurs passé le nouvel an en prison, dont une bonne vingtaine en Chine.

Dans les Balkans, les poursuites judiciaires ont remplacé la mitraille. «*Les autorités de Serbie, Croatie et Bosnie-Herzégovine sont en train de reprendre en main les médias sous prétexte de 'privatisations abusives' durant le conflit*, constate Kati



VLADISLAV LISTIEV, DIRECTEUR DE L'ORT (TÉLÉVISION PUBLIQUE RUSSE), ASSASSINÉ LE 1er MARS 1995 PAR LA MAFIA, SELON DES SOURCES GOUVERNEMENTALES (Photo © GAMMA/Chuck Nacke).

Marton, du Comité de protection des journalistes. À Belgrade, *Studio B a été réquisitionné en janvier au nom de la loi sur la privatisation, ce qui signifie qu'il n'existe plus de télévision indépendante. Les accords de Dayton prévoient la libre circulation des journalistes, mais la communauté internationale devra se montrer particulièrement vigilante.*»

Si la liberté de la presse suppose une volonté politique, elle exige aussi des moyens économiques. La *Gazeta Wyborcza* a pu préserver son franc-parler parce que «*nous sommes devenus assez riches pour résister*», reconnaît Ernest Skalski. En Russie, par contre, peu de gens ont les moyens d'acheter le journal et en Slovaquie, ajoute-t-il, le papier est lourdement taxé, ce qui asphyxie la presse jeune et indépendante. Selon Pius Njawe, l'Afrique, elle, ne manque pas seulement d'argent et d'équipement, mais aussi de professionnels qualifiés: journalistes, techniciens et administrateurs.

Les efforts de l'UNESCO visent à résoudre tous ces problèmes. Outre la campagne lancée à Windhoek pour sensibiliser l'opinion à l'importance d'une presse libre, elle a permis - par le biais du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) - d'équiper des journaux, a encouragé les opérations de jumelage, mis en place des radios communautaires et contribué à moderniser les

agences de presse, ainsi qu'à former, notamment aux nouvelles technologies, journalistes et gestionnaires. L'UNESCO fournit également des avis aux gouvernements sur la législation relative aux médias et encourage la transformation des chaînes

publiques de radiotélévision en services publics avec une ligne rédactionnelle indépendante. Elle a également contribué à la mise en place de réseaux de surveillance comme IEX et MISANET qui ont pour mission d'enquêter et de protester, l'Organisation servant éventuellement de médiateur avec les autorités concernées.

«*La liberté de la presse est toujours aussi fragile*, affirme Henrikas Iouchkiavitchious, sous-directeur général pour la communication, l'information et l'informatique. *D'une part, les contraintes économiques encouragent la concentration des médias et menacent le pluralisme. De l'autre, les journalistes sont en butte à des attaques répétées. Dans certains pays, la presse est devenue la victime privilégiée d'actes d'extrême violence. Sa liberté exige une vigilance sans faille. C'est une responsabilité qui n'incombe pas aux seuls journalistes mais à tous les citoyens et à leurs représentants. Pas seulement le 3 mai: tous les jours de l'année.*»

Sue WILLIAMS

(1) Ce séminaire pour le développement d'une presse africaine indépendante et pluraliste, le premier du genre organisé par l'UNESCO, avait adopté la Déclaration de Windhoek qui réaffirmait notamment le droit au pluralisme et à l'indépendance de la presse et proposait des voies pour y parvenir. C'est pourquoi le 3 mai a été choisi pour la Journée mondiale de la liberté de la presse.

● La célébration de la **JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE** a donné lieu, le 14 mai, à une rencontre-débat organisée à l'UNESCO par le Comité permanent des ONG. Autour du thème «*Politiques familiales et changement*», les quelque 200 participants ont tenté de répondre aux questions suivantes: comment les politiques suivent-elles ou anticipent-elles l'évolution de la famille? Communément reconnue comme la cellule de base de la société, comment la famille assume-t-elle ses fonctions d'accueil, d'éducation et d'accompagnement des personnes qui la constituent?

▼ «*J'ai l'intention de diffuser le message de la paix dans le monde entier*». Telle est la profession de foi du célèbre interprète de musique gitane **CHICO BOUCHIKHI**, nommé le 9 mai envoyé spécial de l'UNESCO. Organisateur du Festival Mosaïque gitane, une manifestation musicale multiculturelle qui se tient à Arles (France) et dont l'édition 1996 est intitulée «*La nuit de la paix*», il a l'intention de créer des festivals similaires en Palestine, Israël et Bosnie-Herzégovine. Le 2 mai, le Directeur général avait nommé ambassadeur de bonne volonté l'artiste russe **ZURAB TSERETELI**, «*ce volcan de créativité et d'imagination*», pour être à «*l'avant-garde de ceux qui défendent les idéaux de paix et de tolérance*».



CHICO BOUCHIKHI (Photo UNESCO/Inez Forbes).

À BOUT DE SOUFFLE

Les dirigeants de trois entreprises mécènes ont reçu le 25 avril la **MÉDAILLE FELLINI** de l'UNESCO pour leur contribution à la restauration du patrimoine filmique: le Festival du film de Sotchi (Russie) pour *Okraina* de Boris Barnet (1933); la chaîne de télévision française Arte/La Sept pour *Enoch Arden* des Américains D.W. Griffith et C. Cabanne (1915); et Lamy Immobilier (France) pour *Les Roses Croix* de l'Autrichien Robert Land (1921).

Cinq lauréats se sont partagé le **PRIX BENOIS DE LA DANSE** qui a été remis lors d'une cérémonie organisée à l'UNESCO le 29 avril - Journée internationale de la danse - dans le cadre des manifestations célébrant le 50e anniversaire de l'Organisation: le chorégraphe Valentin Elizariev (Biélorus), le compositeur Georges Kouroupos (Grèce), ainsi que les danseurs Irek Moukhamedov du Royal Ballet de Londres (Royaume-Uni), Vladimir Derevianko du Zamper Opera de Dresde (Allemagne) et Diana Vichnova du Ballet Kirov de Saint-Petersbourg (Russie). Ce prix porte le nom du décorateur et critique d'art russe Alexandre Benois.



LE «BENOIS DE LA DANSE» DU SCULPTEUR IGOR USTINOV (Photo © Marie-Pierre DECUPYER).

SOURCES UNESCO

Tous les articles sont libres de tout droit de reproduction.

En l'absence d'un marché régional, il faut protéger le cinéma africain et l'aider à élargir ses débouchés. Vite.

«La question de base est simple: le cinéma africain va-t-il continuer à exister? Étant donné le drame que vivent les réalisateurs africains pour faire aboutir leur film et la restriction des moyens mis à leur disposition par les États, on peut se poser la question.» Comme le rappelle Serge Adda, directeur général de Canal Horizon, la «filiale

en Tunisie. De fait, les films pâtissent de l'absence d'un marché interafricain.

Comment faire pour que l'argent aille à la production locale? Pour les participants, la télévision doit devenir une nouvelle chance pour le cinéma du continent, en constituant une source de commandes et, surtout, en le faisant connaître au plus



L'ÉQUIPE DE PO DI SANGUI (GUINÉE-BISSAU), SEUL FILM AFRICAÏN PRÉSENTÉ AU DERNIER FESTIVAL DE CANNES (Photo © GAMMA/Benainois-Duclos).

africaine» de la chaîne cryptée française Canal Plus, la crise se situe aussi bien au stade de la production qu'à celui de la distribution. C'est à ce dernier point qu'était consacrée la table ronde organisée le 10 avril par l'UNESCO, avec une quinzaine de professionnels du cinéma africain.

Selon le réalisateur tunisien de *Halfaouine*, Férid Boughedir, le cinéma africain est victime de l'impérialisme culturel qui se cache derrière la mondialisation des échanges de produits audiovisuels. «La distribution est colonisée par les fournisseurs de films étrangers et leurs relais locaux, affirme-t-il. Pourtant, nos publics veulent se voir. *Halfaouine* a battu *Rocky*, *Rambo* et tous les autres en Tunisie; *Wend Kuuni* a connu le même succès au Burkina Faso.»

Pour Serge Adda, il s'agit de faire évoluer le goût du public africain. «On s'autocongratule beaucoup sur notre génie. Or qu'on le veuille ou non, notre public préfère le cinéma américain.» Et de rapporter qu'en juillet 95, sur les 28 longs métrages diffusés par Canal Horizon dans plusieurs pays, *Rue Princesse* n'est arrivé qu'en cinquième position dans son pays, la Côte d'Ivoire, avec 46% d'audience, derrière quatre films américains, qui atteignaient tous 75% d'audience. Pire, il n'occupait que la 14e place au Sénégal et la 26e

grand nombre. Ils ont aussi insisté sur la nécessité de le protéger, en s'inspirant du «modèle français», qui s'appuie à la fois sur le marché et sur une volonté politique assortie d'un dispositif législatif protectionniste (10% des recettes réinvestis dans des productions françaises, quotas de diffusion télévisée d'œuvres européennes).

Mais ce modèle «n'est pas forcément reproductible», a averti Dominique Wallon, expert de la Commission européenne. Il s'appuie en effet sur un véritable marché - 130 millions de tickets vendus par an - alors qu'en Afrique, les débouchés nationaux sont trop étroits - 3,6 millions d'entrées par an au Burkina Faso par exemple. Pour Serge Adda, l'avenir immédiat du cinéma africain francophone repose donc sur le marché européen à condition que la France l'aide à s'y faire une place au soleil. «Notre cinéma sera sauvé le jour où ce pays, dans le cadre de la francophonie, l'intégrera dans les quotas européens de diffusion. Ce sera un cinéma aidé; et alors?»

Pour l'heure, la véritable urgence est de continuer à faire des images, a conclu le cinéaste burkinabé Idrissa Ouedraogo. «C'est de la quantité que naîtront des films de qualité visibles dans le monde entier.»

Sophie BOUKHARI

CERVEAUX EN RÉSEAU

Les scientifiques restés en Amérique latine et aux Caraïbes, ou expatriés, peuvent travailler ensemble grâce à un réseau sur Internet.

«Depuis des années, l'Amérique latine et les Caraïbes tentent de récupérer la plus précieuse des ressources: leurs scientifiques.» Le plus souvent sans succès. Mais, pour Pablo Gabriel Obregon, ambassadeur de Colombie auprès de l'UNESCO, on pourrait voir le bout du tunnel grâce à un nouveau réseau informatique interrégional de scientifiques.

«Les migrations scientifiques latino-américaines» ont fait l'objet d'une table ronde organisée à l'UNESCO le 21 mai. Dès le départ, les participants ont tenu à signaler que le terme «fuite des cerveaux» leur paraissait dépassé.

Il a commencé à être utilisé dans les années 60 à propos des scientifiques, pour la plupart des pays en développement, qui quittaient leur pays afin d'aller travailler dans le monde industrialisé. Mais les schémas migratoires ont changé tout comme les expressions pour décrire ce phénomène. Après la «fuite des cerveaux», on a parlé successivement de «surplus», de «transfert de compétences», de «transit interne» (du public au privé) ou «externe».

Depuis quelques années, on voit se développer le concept de «brain gain» («gain de cerveaux») pour désigner, comme le décrit le chercheur français Jacques Gaillard, «la récupération par une communauté de ses membres qualifiés formés à l'extérieur, pour servir à son développement». Ces «cerveaux» utiles à une communauté «n'avaient pas, ou peu, de valeur scientifique et socioprofessionnelle à leur sortie du territoire; ils en ont une importante à leur retour».

Pour tirer le meilleur parti de ces «gains», un réseau informatique a été créé par l'Association des scientifiques latino-américains et l'Association des chercheurs pour l'avancement des sciences et des technologies en Colombie (ACASTC), en collaboration avec d'autres partenaires. Son objectif: permettre aux scientifiques qui

sont rentrés dans leur pays de rester «connectés» aux progrès les plus récents, et aux expatriés de contribuer au développement de leur pays.

L'UNESCO a aidé à dresser une liste de 2.500 scientifiques dans et à l'extérieur de la région, disponible sur Internet, la deuxième étape consistant à multiplier les échanges d'information dans des domaines précis.

Mais pour que le réseau fonctionne efficacement, la coopération compte beaucoup plus que l'administration ou les finances: comme l'ont fait remarquer nombre de participants, les chercheurs travaillent de plus en plus dans des laboratoires privés dont les propriétaires considèrent les résultats comme ultra-secrets.



Photo © PIX/Barry Blackman

Pour contourner le problème, Guillermo Lozano de l'ACASTC propose par exemple de relier le réseau à des organisations comme l'UNESCO, pour lui donner un caractère international et attirer les entreprises avides d'élargir leur marché.

Radolf Suarez, 31 ans, se prépare à rentrer en Colombie après avoir terminé en France sa thèse sur la robotique. Pour lui, la tendance générale à la recherche interdisciplinaire et internationale rend le retour plus facile, à condition d'avoir accès à ce réseau. «Même avec le laboratoire le plus sophistiqué du monde, on a besoin d'une masse critique pour travailler».

Amy OTCHET

● Les SERVICES BIBLIOTHÉCAIRES ET D'INFORMATION UNIVERSITAIRES peuvent désormais se connecter grâce au Réseau international d'écoles de bibliothéconomie et des sciences de l'information (SLISNET). Lancé à l'initiative de l'UNESCO, il relie déjà par Internet 16 institutions de tous les continents pour répondre efficacement aux défis technologiques et renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud. Avec un budget initial pour 1996-1997 de 230.000 dollars, le SLISNET dispose d'un site web, d'une «liste de discussion» et d'un système d'éducation à distance. La mise en place d'une bibliothèque virtuelle est également envisagée.

➔ Division de l'information et de l'informatique

▼ «TABAC ALERTE!» est le titre d'un livret que l'UNESCO distribue par le biais du réseau des Écoles associées à près de 4.000 établissements scolaires, à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac célébrée chaque année le 31 mai. Il dégage, à l'échelle mondiale, les tendances en matière de consommation de tabac, indique les chiffres de mortalité et montre comment certains pays traitent le problème de la publicité pour le tabac dans les activités sportives et artistiques.

SOURCES UNESCO est un mensuel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Les éditions en anglais et en français sont entièrement produites au Siège; les éditions en espagnol et en catalan, avec le Centre UNESCO de Catalogne, Mallorca 285.08037 Barcelone, Espagne; l'édition en chinois avec l'Agence XINHUA, 57 Xuanwumen Xidajie, Beijing, Chine; l'édition en portugais avec la Commission nationale pour l'UNESCO, Avenida Infante Santo No 42 - 5°, 1300 Lisbonne, Portugal.

Responsable de la publication: R. Lefort.
Rédacteurs: S. Williams, S. Boukhari, A. Otchet.
Secrétaire de rédaction: C. Moullère. **Version espagnole:** E. Kouamou (Barcelone), L. Sampedro (Paris). **Mise en page:** G. Traiano, F. Ryan.
Secrétariat et diffusion: D. Maarek.

Photogravure et impression dans les Ateliers de l'UNESCO. **Distribution** par les Services spécialisés de l'UNESCO.

Les 5 et 6 juillet se tiendra à Santiago de Cuba une réunion d'experts pour définir un programme de tourisme culturel dans la région des Caraïbes. Elle est organisée au titre de l'étude de la ROUTE DE L'ES-CLAVE de l'UNESCO. L'école d'été sur l'ÉNERGIE SOLAIRE aura lieu au Siège du 8 au 26 juillet. Une trentaine de participants répartis en ateliers et séminaires seront formés aux techniques d'énergies alternatives pour les zones rurales et isolées. La JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION sera célébrée le 11 juillet par l'ensemble du système des Nations Unies. Du 29 juillet au 2 août sera organisé au Siège un atelier international sur les RESSOURCES CLIMATIQUES ET MARINES DU NORD-OUEST DE L'AFRIQUE. Des experts se pencheront sur les possibilités d'utiliser des satellites pour la gestion et le développement des zones côtières de la région. Un comité d'experts d'Amérique latine, des Caraïbes et du Canada se réunira du 2 au 6 septembre à Bogota (Colombie) pour débattre de la COMMUNICATION ET DU DROIT D'AUTEUR dans la société de l'information: leur impact sur les infrastructures de base, la protection des droits et les dynamiques sociales et culturelles. Comme chaque année, la JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION sera célébrée le 8 septembre. Une cérémonie aura lieu au Siège, au cours de laquelle seront décernés les Prix internationaux d'alphabétisation.

À l'occasion du Sommet solaire mondial qui se tiendra à Harare (Zimbabwe) en septembre prochain, le PROCHAIN DOSSIER étudiera le potentiel qu'offrent les énergies renouvelables. Face à une demande croissante partout dans le monde, il s'avère impératif de mettre en place des modes de production et de consommation alternatifs. Des articles traiteront à la fois des avantages que l'on peut tirer de l'utilisation des énergies renouvelables et des obstacles auxquels elle se heurte. Des reportages présenteront trois projets utilisant différentes formes d'énergie: le soleil, le vent, la biomasse.